



Place Gabriel péri  
94600 Choisy-le-Roi  
www.choisyleroi.fr  
☎ 01.48.92.44.44

# *Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du Mercredi 22 mai 2024*

---

Le vingt-deux mai deux mille vingt-quatre à dix-neuf heures, le Conseil municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le mardi 14 mai 2024, s'est réuni Salle du Conseil municipal – Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Tonino PANETTA, Maire.

## **Étaient présent.e.s :**

M. Mmes : PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONNE-MENGUE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien.

## **Étaient représenté.e.s :**

M. COELHO Vasco	mandat à M. MARQUES Henrique
Mme LANTERNIER Lucie	mandat à Mme FRANCISOT Amandine
Mme COHEN Rachel	mandat à M. DRUART Frédéric
Mme DIMNET Jocelyne	mandat à Mme OSTERMEYER Sushma
M. BANCE Stéphane	mandat à M. BOLLE-DALLIAH Kristian
Mme BEZACE Mathilde	mandat à Mme HACHE Bénédicte
M. SOMSOUK Billy	mandat à Mme SANSU Hancès
M. DESROCHES Damien	mandat à M. BOURVEN Julien
Mme FOURNIER Laura	mandat à Mme GAULIER Danièle
Mme DESPRES Catherine	mandat à M. AOUMMIS Hassan
M. HUTIN Sébastien	mandat à M. BALIAS Thierry

## **Étaient absent.e.s :**

M. FONDENEIGE Matthias  
Mme DOS REIS Sabrina  
Mme LEMOINE Nathalie

**Secrétaire de séance** : M. Damien DESROCHES

## Sommaire

→ Désignation du secrétaire de séance .....	4
→ Appel.....	4
→ Approbation du compte rendu de la séance du 3 avril 2024 .....	4
→ Approbation de l'ordre du jour .....	4
→ Informations complémentaires.....	4
<b>RESSOURCES HUMAINES .....</b>	<b>5</b>
→ Modification du tableau des effectifs du personnel communal .....	5
<b>FINANCES.....</b>	<b>5</b>
→ PASAM - Pass pour l'Accès Solidaire aux Activités Municipales - 2024/2025.....	5
<b>DLC.....</b>	<b>7</b>
→ Répartition de la subvention municipale aux associations locales et groupements locaux - année 2024.....	7
→ Modification de la composition, membres et modalités d'élection des représentants du Conseil Local de la Vie Associative de Choisy-le-Roi-CVAC .....	11
→ Approbation de la convention de financement des travaux nécessaires pour la création de la Maison des Femmes dans un local sis 2 square Sellier, avec VALOPHIS Habitat, propriétaire des lieux.....	16
<b>POPULATION.....</b>	<b>17</b>
→ Tarifs des concessions dans les cimetières communaux.....	17
<b>Enfance .....</b>	<b>18</b>
→ Évolution d'un projet d'activités sportives à destination des enfants du CNP et du CATTP des hôpitaux de Saint-Maurice.....	18
<b>Commerce.....</b>	<b>19</b>
→ Fixation du tarif pour la participation des exposants alimentaires et non alimentaires sur le marché de Noël 2024. ....	19
→ Approbation de la convention de partenariat et des plans d'actions 2024, 2025 et 2026 entre la Ville de Choisy-le-Roi et la Chambre de Commerce et d'Industrie Départementale du Val-de-Marne. ....	23
<b>DGST .....</b>	<b>27</b>
→ Approbation de la convention de mise en superposition d'affectations du domaine public fluvial géré par VNF pour la mise en œuvre et gestion d'aménagements publics et routiers. ....	27
→ Renouvellement des conventions de mise à disposition de terrains pour les jardins partagés. ....	28
→ Approbation du Programme Technique et Fonctionnel de l'équipement de proximité Quartier Sud. ....	29
<b>urbanisme .....</b>	<b>30</b>

→ Mise à enquête publique du déclassement de la rue Marco POLO (ZAC des navigateurs-Cosmonautes) .....	30
→ Acquisition d'un bien à destination d'équipement public par la Ville de Choisy-le-Roi auprès de la société EXPANSIEL PROMOTION dans le cadre d'un contrat de Vente en État Futur d'Achèvement (VEFA) .....	30
→ Projet de renouvellement urbain –Avenant n° 1 aux conventions de participation et d'association de la ZAC des Hautes Bornes – site Remis aux Faisans. ....	31
→ Bilan de la concertation –modification n° 7 du Plan Local d'Urbanisme PLU .....	32
<b>Habitat.....</b>	<b>33</b>
→ Approbation de la charte de confidentialité – Registre National d'Immatriculation des Copropriétaires de Choisy-le-Roi avec l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre.....	33
→ Approbation d'une convention bilatérale 2024-2026 définissant les règles applicables aux réservations de logements locatifs sociaux relevant de contingent de la ville de Choisy-le-Roi sur le patrimoine du bailleur RATP HABITAT. ....	35
→ Approbation de la convention bilatérale 2024-2026 définissant les règles applicables aux réservations de logements locatifs sociaux sur le patrimoine relevant du contingent de la Ville de Choisy-le-Roi sur le patrimoine du bailleur ICF HABITAT .....	36
→ Approbation de la convention bilatérale 2024-2026 définissant les règles applicables aux réservations de logements locatifs sociaux sur le patrimoine relevant du contingent de la Ville de Choisy-le-Roi sur le patrimoine du bailleur VILOGIA SA .....	36
→ Approbation de la convention bilatérale 2024-2026 définissant les règles applicables aux réservations de logements locatifs sociaux sur le patrimoine relevant du contingent de la Ville de Choisy-le-Roi sur le patrimoine du bailleur VALOPHIS HABITAT .....	37
→ Approbation de la convention bilatérale 2024-2026 définissant les règles applicables aux réservations de logements locatifs sociaux sur le patrimoine relevant du contingent de la Ville de Choisy-le-Roi sur le patrimoine du bailleur IDF HABITAT .....	37
<b>Transition écologique .....</b>	<b>38</b>
→ Approbation de la convention partenariale avec l'association " Au fil de l'eau " pour la reconduction d'un passeur de rives en 2024.....	38
→ Approbation de la convention pour l'éducation au développement durable auprès du public scolaire avec le programme " École Dehors " pour l'année 2024/2025.....	38
<b>sports .....</b>	<b>39</b>
→ Approbation de la convention de partenariat entre la Métropole du Grand Paris et la commune de Choisy-le-Roi concernant l'allocation et la diffusion de billets pour les Jeux olympiques et paralympiques.....	39
<b>Administration générale .....</b>	<b>42</b>
→ Désignation d'un référent déontologue de l' élu local.....	42
→ Subvention du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance – CLSPD à l'Association Liaison Choisy Enfance Jeunesse - ALCEJ .....	42
→ Compte rendu des décisions L-2122-22 du Code général des collectivités territoriales .....	45

*La séance est ouverte à 19 h 12 sous la présidence de M. Tonino Panetta, Maire de Choisy-le-Roi.*

**M. le Maire :** Bonsoir, bienvenue à vous toutes, à vous tous, chers collègues, chers Choisyennes, Choisyens.

→ **Désignation du secrétaire de séance**

**M. le Maire :** Nous avons été convoqués dans les formes légales en séance du Conseil municipal. Conformément aux dispositions du Code des collectivités territoriales, nous allons désigner un secrétaire ou une secrétaire de séance. Je vous propose Madame Hancès Sasu, qui a vraiment insisté depuis 10 jours.

*Rires*

*(Mme Hancès Sasu est désignée à l'unanimité secrétaire de séance.)*

→ **Appel**

**M. le Maire :** Je vais tout de suite passer la parole à Monsieur Baranger, notre DGS, pour procéder à l'appel.

*(M. Denis Baranger procède à l'appel.)*

→ **Approbation du compte rendu de la séance du 3 avril 2024**

**M. le Maire :** Vous avez reçu le procès-verbal de la séance du 3 avril passé, avec votre convocation. Y a-t-il des observations sur ce procès-verbal ? Je n'en vois pas, nous l'adoptons. Il n'y a pas de vote contre, donc il est adopté. Merci.

→ **Approbation de l'ordre du jour**

**M. le Maire :** Sur présent ordre du jour, avez-vous des observations ? Je n'en vois pas non plus, donc nous allons pouvoir commencer.

→ **Informations complémentaires**

**M. le Maire :** Avant, je voudrais juste vous donner une information. Il y a les élections européennes, bien sûr, qui se profilent, donc je remercie tous les assesseurs, toutes les personnes qui vont donc être présents ce jour-là. Nous avons organisé, surtout pour ceux qui n'ont jamais tenu de bureau de vote, mais cela s'adresse à tout le monde, nous avons organisé une journée, une petite journée de formation, enfin, c'est surtout une matinée, le samedi 1er juin. Donc si vous voulez bien noter la date du samedi 1er juin, c'est une petite formation qui sera dispensée ici même, dans la salle du Conseil, le 1er juin de 9 h à 12 h, voire plus. Bien sûr, tout le monde est convié pour faire en sorte que tout se passe au mieux, qu'il n'y ait pas d'erreur, notamment pour les présidents de bureaux. Les assesseurs aussi, bien sûr, puisqu'il y a des papiers qui doivent être remplis. Ce n'est pas toujours évident lorsqu'on découvre. C'est bien, quand même, d'y ajouter cette petite formation. Merci de bien vouloir noter le samedi 1er juin.

## RESSOURCES HUMAINES

### → Modification du tableau des effectifs du personnel communal

**M. le Maire** : Nous allons attaquer notre ordre du jour.

Le point n°1, donc il y a des remplacements poste pour poste. C'est du classique. Les agents pour qui nous allons renouveler le contrat, mais sur trois ans, notamment des cas de premiers postes ; et des créations de postes pour mettre à jour leurs fonctions, mais qui sont atténuées par des suppressions de postes. Des choses que nous avons toujours expliquées ici.

Sur cette première délibération, avez-vous des questions ou des remarques à formuler ? Je n'en vois pas, donc nous pouvons l'adopter. Merci à vous. Il n'y a pas de vote contre, pas d'abstention, c'est voté à l'unanimité, je vous en remercie.

*Vote de la délibération n°1*

Ont voté pour : 36

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

*La délibération n°1 est adoptée à l'unanimité*

## FINANCES

### → PASAM - Pass pour l'Accès Solidaire aux Activités Municipales - 2024/2025

**M. le Maire** : Sur le point n°2, c'est Amandine qui va nous présenter ce point.

**Mme Francisot** : Bonsoir à tous, bonsoir, Monsieur le Maire. C'est un point classique, ce sont les tarifs annuels pour les activités périscolaires et culturelles, puisque cela concerne aussi le conservatoire. C'est une augmentation classique de 2 %, à savoir que les tarifs de restauration scolaire n'avaient pas changé l'an dernier. Donc cette année, ils évoluent sur la base des tarifs qui étaient appliqués il y a deux ans. La question m'avait d'ailleurs été posée, puisqu'il y avait une mention disant que les tarifs évoluent globalement. En réalité, tous les tarifs évoluent de 2 %, sauf ceux des études qui évoluent uniquement de quelques centimes, de l'ordre de 5 centimes, à peu près, m'a-t-on dit, annuellement.

**M. le Maire** : Merci, Madame Francisot. Y a-t-il des observations ? Monsieur Guillaud-Bataille.

**M. Guillaud-Bataille** : Oui, d'abord pour remercier Madame Francisot d'apporter la réponse à la question que j'avais posée en Commission sur la ventilation exacte de ces 2 % en moyenne, puisque c'est ainsi qu'était rédigée la notice. Bien sûr que ce n'était pas 4 % là, 1 % là, mais bien 2 % de manière générale.

Évidemment, étant donné l'augmentation des coûts pour toutes et tous, y compris pour la collectivité, nous n'allons pas nous opposer à cette évolution des tarifs. Pourtant, et nous voulons appuyer là-dessus, c'est le rôle, je crois, d'une opposition municipale d'alerter. On verra parfois que nos alertes produisent des effets. Je crois nécessaire d'engager une réflexion sur les différentes tranches existantes et une réforme des tranches du PASAM afin de les rendre plus progressives. Parce qu'aujourd'hui, les fourchettes sont assez larges. Du coup, les fourchettes de tarifs sont assez larges, il y a des effets de seuil. On n'efface jamais tout à fait les effets de seuil, de toute façon, dans ce mode de quotient familial.

Pour autant, je crois que l'on peut aller vers plus de tranches pour mieux lisser les efforts et réfléchir à mieux répartir les efforts, et notamment à créer, en tout cas, j'y invite le Conseil municipal, une tranche très sociale pour celles et ceux de nos concitoyens et de nos concitoyennes qui, aujourd'hui, ne sont pas en mesure même de répondre aux tarifs les plus bas. Et puis, je le disais, donc de lisser de meilleure manière pour que l'ensemble des classes sociales et des différents revenus puissent avoir accès, je dirais, avec un effort égalitaire pour l'ensemble des ménages, par une meilleure répartition des quotients. C'était une suggestion de notre groupe qui nous semble très utile à faire, et qui, d'ailleurs, se pratique ailleurs. Je crois que l'inflation, les difficultés que rencontrent nos concitoyennes et nos concitoyens invitent les collectivités à ce genre de réflexion.

**M. le Maire :** On peut toujours se pencher effectivement sur les tranches, mais ce que nous faisons. Nous le faisons chaque année. La tranche très sociale, je pense qu'elle existe déjà. Aller plus bas, ce serait aller vers la gratuité. C'est un autre type de réflexion qui risque de se poser.

Maintenant, effectivement, il peut y avoir des effets de seuil. Parmi ceux qui ont du mal à payer malgré tout, qui sont déjà dans la tranche la plus basse des services qui sont proposés, il y a des aides annexes que l'on aide indirectement, si ce n'est pas directement sur ce service proposé. Par exemple, notamment la restauration scolaire qui est très basse, on compare aussi avec les villes avoisinantes, je crois que tout ce que nous proposons aux Choisyennes et aux Choisyens, surtout parmi les personnes qui ont le moins de moyens, qui ont le plus de mal, de difficultés par ces temps effectivement difficiles, nous sommes certainement la ville, et ce n'est pas nouveau, je ne fais que m'inscrire dans toujours ce qui a été fait à Choisy-le-Roi, nous sommes parmi les villes, ou peut-être la ville, où les prestations sont le moins cher. Comme je vous le disais, avec le CCAS, on fait aussi attention d'apporter des aides qui aident aussi à passer ces seuils, même si cela ne concerne pas directement le service rendu, notamment en ce qui concerne les factures des fluides, d'électricité, des charges qui ont effectivement augmenté pour les foyers, et qu'au niveau du CCAS, nous nous efforçons d'aider, bien sûr, et de répondre à leurs demandes. C'est effectivement une préoccupation, plus généralement, c'est une préoccupation du pouvoir d'achat de nos concitoyens qui se pose au niveau national. Chacun pourra bien sûr apporter sa pierre, ses propositions. Nous, nous faisons en sorte, comme l'a rappelé tout à l'heure Madame Francisot, par exemple, l'année dernière, nous n'avons pas augmenté, alors que toutes les villes l'ont fait, nous n'avons pas augmenté les tarifs de la cantine. Et les 2 %, cela ne couvre pas l'inflation. Cela ne couvre pas l'augmentation des coûts.

Mais bon, effectivement, il y a des personnes, la vie est difficile pour beaucoup de personnes, mais nous y sommes extrêmement sensibles. Je pense que nous répondons, nous y répondons favorablement, comme je vous le disais en préambule. Aller plus bas, compte tenu, et vous-même, vous l'avez rappelé ici, de la situation des principales collectivités, que ce soient les villes, les départements et autres, la situation devient difficile, quand même, financièrement. Nous restons ouverts aux suggestions, et surtout, nous sommes à l'écoute des Choisyennes et des Choisyens dans le besoin.

Y a-t-il d'autres observations ? Non. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci à vous.

*Vote de la délibération n°2*

Ont voté pour : 39

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

*La délibération n°2 est adoptée à l'unanimité*

**DLC**

**→ Répartition de la subvention municipale aux associations locales et groupements locaux - année 2024**

**M. le Maire** : Nous arrivons au point n°3. Je donne la parole à Madame Fontaine.

**Mme Fontaine** : Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir à toutes et à tous. On se réunit pour cette répartition de subvention municipale aux associations locales et groupements locaux pour l'année 2024. Lors du vote du budget primitif le 3 avril 2024, une enveloppe a été déterminée permettant d'attribuer des subventions aux associations locales et groupements locaux au titre de l'année 2024. Une première ventilation de cette subvention a été portée dans le document budgétaire, mais l'intégralité de cette somme n'a pas été affectée en l'attente des décisions prises par la Commission culture, événements, vie associative, citoyenneté et politique de la ville chargée de se prononcer sur l'attribution desdites subventions.

Donc là, vous avez un tableau de répartition de l'enveloppe "associations" en fonction des secteurs. Vous avez plusieurs acteurs, donc :

- culture et mémoire,
- logement, cadre de vie, environnement,
- action sociale et droits fondamentaux,
- loisirs et animations locales,
- anciens combattants,
- prévention, santé, handicap,

- éducation, formation, emploi,
- solidarité internationale,
- et une enveloppe pour les syndicats.

Au niveau du processus de traitement des demandes de subventions, dans le cadre de l'accompagnement du tissu associatif, le service DLC, donc développement local des citoyennetés, analyse et traite l'ensemble des subventions demandées par les associations. Vous avez donc une campagne de subventions 2023/2024. Au 1er décembre, on met en ligne sur le site de la Ville un dossier de subvention, et ils ont jusqu'au 1er février pour le remplir.

Les critères d'analyse et d'attribution des dossiers de demande de subvention, c'est surtout :

- sur l'impact direct des habitants et la ville,
- la diversité des publics touchés,
- la qualité de gestion des projets et de l'activité de l'association,
- la participation des associations à des événements de la Ville, type forums, fête de la ville, Anim'Eté, etc.,
- et le nombre de bénévoles et adhérents.

Vous avez plusieurs catégories de subventions :

- les subventions municipales de fonctionnement et autres projets : c'est une subvention de fonctionnement qui participe aux budgets nécessaires à l'activité de l'association, en conformité avec son objet social. Une subvention peut également financer un projet spécifique présenté par l'association.
- après, vous avez des subventions de type exceptionnel qui sont des subventions demandées en dehors de la campagne de subvention municipale, des associations souhaitant recevoir des aides financières sur un fonctionnement ou en projet,
- les subventions d'aides indirectes (mise à disposition des salles à titre gracieux auprès des associations,
- service reprographie et mise à disposition de véhicules),
- des subventions auprès des syndicats, donc ces subventions financent les activités des syndicats dont le siège se trouve sur la ville,
- et subventions dans le cadre de la politique de la ville : c'est un contrat qui est passé entre l'État et la Ville engageant chaque partenaire dans la mise en place d'actions concertées à destination des résidents des quartiers politiques de la ville. Des associations de développements des projets dans ces quartiers peuvent bénéficier de financement.

Là, vous avez une répartition sur tous les tableaux, sous vos yeux. Et la deuxième répartition, comme je vous le disais, c'est pour les syndicats.

Au niveau du nombre de demandes reçues et les profils des associations ayant fait des dépôts, on a reçu 79 demandes cette année. Ce nombre est équivalent à ce qui a été reçu l'année



précédente. La majorité des demandes sont des reconductions. Vous avez 9 associations qui ont fait une première demande. Il y a 4 demandes qui n'ont pas pu être traitées parce qu'on avait besoin d'informations supplémentaires. Les associations ont bien évidemment été recontactées pour qu'elles puissent remplir un dossier plus complet avec des données supplémentaires.

Détail du financement pour cette année : en 2024, c'est une enveloppe de 100 000 euros qui est affectée aux associations en fonction des demandes. Pour rappel, en 2023, c'était 94 850 euros.

Vous avez un montant total des subventions au niveau du fonctionnement qui est de l'ordre de 64 900 euros, et un montant total des subventions de projets de l'ordre de 30 450 euros.

Vous avez 71 associations au total qui en bénéficient, celles faisant une première demande auprès du service, 64 ayant déjà fait une demande sur les 5 dernières années, et 11 bénéficiant de créneaux réguliers de mises à disposition de salles sur 2023/2024.

Je vais peut-être m'arrêter là, et si vous avez des questions, n'hésitez pas.

**M. le Maire** : Bien, merci, Sabrina. Y a-t-il des observations ? Monsieur Guillaud-Bataille.

**M. Guillaud-Bataille** : Ce sera très court, cela démontre un peu ce que je suggérais dans ma première intervention au sujet du PASAM. Vous aviez annoncé lors du budget que vous alliez reconduire à l'identique les subventions aux associations. Je constate que nous passons de subventions de 71 450 à 95 350 euros, c'est donc un progrès significatif. Nous nous en félicitons.

**M. le Maire** : Merci, Monsieur Guillaud-Bataille. Cela illustre aussi ce que je disais, nous sommes à l'écoute. Quand nous pouvons faire plus, nous faisons plus. Nous avons pu donner un coup de pouce, nous l'avons donné.

Monsieur Aoummis.

**M. Aoummis** : Monsieur le Maire, ce n'est pas à proprement parler sur la répartition des subventions, c'est sur la contribution du Département, sur la subvention du Département. Est-ce qu'elle est incluse dans la somme globale allouée aux associations ? Ou c'est différencié ?

**Mme Fontaine** : Alors, là, on parle de la subvention municipale. Mais effectivement, quand on étudie les dossiers, on prend dans la globalité le projet. Par exemple, quand on nous demande une subvention sur un projet, on regarde s'il y a d'autres financements. Quand il y a d'autres financements, on peut accompagner à hauteur, ou alors se dire qu'ils ont déjà un financement qui les aide, et peut-être qu'on peut mettre plus d'argent sur un autre projet pour aider une autre association. C'est un des critères qui nous permet de choisir, mais là, ce sont vraiment des subventions municipales, sur le budget municipal.

**M. Aoummis** : Je me suis mal exprimé, ma question est la suivante, reformulée autrement. Là, nous avons une répartition de la subvention municipale, donc viendra à un autre moment une autre temporalité dans laquelle il y aura une répartition de la subvention départementale. C'est ce que je comprends dans vos propos.

**M. le Maire** : Donnée directement par le Département.

**M. Aoummis** : Et qui ne passe pas strictement par le...

**M. le Maire** : C'est cela, j'ai compris votre question. Ce sont les fonds de la commune. Il peut y avoir une association qui a une subvention de la commune, mais qui peut avoir par ailleurs,

d'ailleurs, j'en vois une, par exemple, Choisy ta Coop, l'année dernière, ils ont eu une subvention de la commune, et ils ont une subvention du Département qui leur a été donnée directement par le Département, voire par le Territoire. Ce n'est pas géré par la commune, ce n'est pas comme le sport. Je sais pourquoi vous posez la question. Parce que le sport, on perçoit le Département, et l'on répartit après, nous. Mais pour les associations, c'est différent. Ils perçoivent directement du Département, et nous, nous nous allouons directement la subvention des communes. J'ai compris pourquoi vous posiez la question.

Y a-t-il d'autres questions ? Madame Alirol.

**Mme Alirol** : Dans la liste des associations, il me semble qu'il n'y a pas la subvention pour l'OTSI.

**M. le Maire** : Si, 6 500.

**Mme Fontaine** : Une subvention de 6 500 euros.

**M. le Maire** : Ce que nous leur avons promis, ce qui est bien acté. Si, je l'ai vu. Je vais même vous avouer une chose, comme j'ai vu qu'il y a des personnes qui sont impactées par cela, c'est la première chose que j'ai vérifiée, s'il y avait bien la subvention de l'OTSI, et elle est dedans.

**M. le Maire** : Elle est dans « culture et mémoire », exact. Elle est bien là. Tu ne l'as pas, Béatrice ? On l'annonce officiellement, c'est dans la ligne « culture et mémoire ». Il y a : « l'OTSI : 6 500 ». Tu l'as trouvé ? Bon, OK. Tu as beaucoup travaillé aujourd'hui, on t'excuse.

*Rires*

**M. le Maire** : Y a-t-il d'autres observations ? Non, on peut voter. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité... Pardon, Monsieur Balias. Oui, il est d'accord, très bien, mais c'est voté à l'unanimité, Monsieur Hutin se déportant. Très bien, merci.

*Vote de la délibération n°3*

Ont voté pour : 39

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

Ne prend pas part au vote : 1 (HUTIN Sébastien)

*La délibération n°3 est adoptée à l'unanimité*

→ **Modification de la composition, membres et modalités d'élection des représentants du Conseil Local de la Vie Associative de Choisy-le-Roi–CVAC**

**M. le Maire** : Je redonne la parole à Madame Fontaine.

**Mme Fontaine** : Le CVAC (Conseil de la Vie Associative de Choisy-le-Roi), il y a une petite modification au niveau de l'organisation de la mise en place parce que, effectivement, au départ, on avait misé sur quatorze personnes, donc avec une parité totale : donc, sept femmes et sept hommes. Et en fait, on a eu comme proposition au niveau des présidents d'associations, sept femmes et cinq hommes. Donc, on se propose de modifier le document de référence en y incluant dix personnes au niveau des membres pour que l'on puisse avoir une parité de cinq hommes et cinq femmes. Donc, il y aura certainement un vote au niveau des femmes pour départager, sur les sept, les cinq qui seront membres de ce conseil. Voilà, si vous avez d'autres questions, n'hésitez pas.

**M. le Maire** : C'est à la demande des associations elles-mêmes, à la demande des présidents d'associations que nous avons fait cela.

**Mme Fontaine** : C'est surtout comme la parité. Ah oui, non, la parité existait déjà avec l'ancienne organisation, donc cela il n'y avait pas de souci, on l'a maintenue. Évidemment, ce n'est pas moi qui vais l'enlever. Le problème, c'est que l'on n'avait pas le nombre de quatorze personnes, parce qu'au départ, dans le document de référence, on partait sur quatorze personnes, sept hommes et sept femmes. Et comme il n'y avait pas assez de présidents d'associations qui se sont présentés pour plusieurs raisons et donc on a bien sept femmes, mais on n'a que cinq hommes. Donc, pour avoir une parité, on part sur dix membres.

Monsieur Guillaud-Bataille, vous voulez intervenir.

**M. Guillaud-Bataille** : Oui, pour souligner quand même que nous avons eu ici un débat assez long sur la modification de ce Conseil de la Vie Associative Choysienne et le projet que vous portiez avec votre majorité. Le débat avait été, d'ailleurs, particulièrement long, parce que, dans l'opposition, et malgré de nombreuses questions, on avait du mal à saisir d'abord l'intérêt de ce changement, ensuite, les modalités de fonctionnement, de candidature, de désignation des responsables associatifs dans ce conseil.

À l'arrivée, malheureusement, nous sommes obligés de constater qu'effectivement ce Conseil n'a pas convaincu massivement les responsables associatifs d'y participer. C'est quelque chose qui devient malheureusement récurrent dans notre ville. C'est-à-dire que les outils de participation, les outils de concertation qui ont pu exister ou que vous essayez de mettre en place rencontrent une vraie difficulté à attirer les Choisyennes et les Choisyens.

On l'avait constaté lors de réunions publiques sur notamment la modification du PLU. On en reparlera, on l'a constaté pour la présentation du PLUI à la Calypso, etc., etc. Et à nouveau, on est obligé de constater qu'il y a une difficulté, pour votre majorité, à entraîner la participation des Choisyennes et des Choisyens, y compris des associations. Et à chaque fois, votre réponse est la même. Ce n'est pas la première fois qu'il y a un conseil consultatif ou un conseil commun, votre réponse est la même, c'est de réduire le périmètre et le nombre de membres plutôt que d'essayer de comprendre pourquoi aussi peu de Choisyennes et de Choisyens et là, en l'occurrence, des responsables associatifs s'engagent aux côtés de la Ville pour faire vivre la vie associative sur notre ville.

**M. le Maire** : Il y a cinq minutes, vous félicitez de l'augmentation des crédits donnés aux associations et je pense que c'est ce qui compte puisque les associations, contrairement à ce que vous voulez laisser croire, sont très satisfaites de notre travail.

Je rappellerai les autres mauvais procès comme quoi nous aurions supprimé des subventions à des associations ou que nous voulions supprimer des associations et autres et autres... Tout

cela ne s'est pas produit. Cela vous dérange un peu, mais cela ne s'est pas produit. Et pour ce que vous dites sur le public, je rappelle simplement que pour la réunion de mi-mandat, la salle était archicomble. En ce qui concerne, vous parlez de notre majorité où les gens ne se déplacent pas, je le déplore, parce que c'est quelque chose de général, les gens ne se déplacent plus aux réunions publiques. Et dans votre majorité, si je prends le Territoire, malheureusement, c'est zéro personne à chaque fois que quelque chose est organisé et pour autant, je n'en fais pas porter la responsabilité au président du Territoire auquel la Ville appartient et où je vais. C'est parce que c'est comme cela, les temps changent.

Depuis le covid, les gens ont du mal à se déplacer alors que ce sont des informations qui les concernent directement. Ce n'est pas du tout un désintérêt d'une politique autre. Bien au contraire. Sinon, comment expliquer que sur le Territoire, où vous avez tous vos amis, lorsqu'ils entreprennent quelque chose, le dernier en date, nous avons organisé au siège du Territoire une réunion sur l'emploi et sur comment reconquérir le territoire industriel, il y avait zéro personne, zéro personne.

Je ne me suis pas permis de faire porter la responsabilité au président du Territoire, Monsieur Leprêtre, qui était présent, étant bien conscient de ce phénomène que je déplore, que tous les hommes politiques, de toutes les administrations, quelle que soit leur tendance, déplorent, parce que, effectivement, ce n'est pas normal, ce n'est pas normal. Lorsque nous organisons des soirées d'information, des thèmes d'information qui touchent leur quotidien, moi, j'invite toutes les personnes à s'y rendre, quelle que soit la personne qui organise.

Voilà, nous organisons pour septembre un forum de l'emploi. L'emploi intéresse tout le monde, tout le monde y met de la bonne volonté. Nous travaillons de concert d'ailleurs avec le Territoire, vous voyez, qui ne porte pas nos couleurs, mais dans l'intérêt général nous travaillons ensemble sur ce projet et nous espérons et j'espère que vous allez relayer dans la population, à toutes les personnes, les Choisyennes et les Choisyens, de s'y rendre. Monsieur Mustapha Thiam y travaille, Madame Malika Benkahla y travaille. Au Territoire, (je ne sais plus le nom), la personne y travaille. Nous travaillons tous ensemble là-dessus. Et voilà, c'est ainsi. Oui, Madame Fontaine.

**Mme Fontaine :** Je voudrais juste donner quelques petites précisions. Donc, ce CVAC, c'est un conseil qui a été travaillé avec les associations. Aujourd'hui, on a eu une concertation, notamment, par exemple, pour donner un ordre d'idée sur le nom même de cette association-là, il y a eu 65 réponses enregistrées, donc cela suscite quand même de l'intérêt. La grosse différence avec le CLVA, c'est que, à l'époque, ce conseil, le président, c'était le maire et le vice-président, c'était l'élu aux associations. Mais là, pour plus de démocratie et de liberté, aujourd'hui, pour le CVAC, les présidents, les coprésidents, ce seront les membres du conseil qui ont été choisis par les associations. Donc, je pense que rien que pour cela il y a une certaine avancée.

Aujourd'hui, quand vous dites que cela désintéresse les gens, je ne pense pas. Je pense que les présidents d'associations, présidentes et présidents d'associations ont énormément de choses à faire. Et c'est vrai que d'être dans une instance, cela prend du temps. Donc, on peut comprendre que c'est quelque chose qu'ils doivent rajouter dans leur agenda, ce n'est pas facile, mais effectivement, on a quand même assez de personnes et à terme, il pourra y avoir peut-être d'autres modifications si d'autres présidents veulent rentrer dans le conseil. Voilà.

Il y aura également quelque chose qu'il n'y avait pas avant, c'est-à-dire une possibilité de budget s'il y a un projet commun à toutes les associations pour la ville, je vous remercie.

**M. le Maire :** Merci, Madame Fontaine. Il y a. Madame Fourniaud. Il y avait Madame Benkahla ensuite.

**Mme Fourniaud :** Chers collègues, Monsieur le maire, vous nous embarquez, si je puis dire, dans d'autres domaines, puisque la question de Monsieur Guillaud-Bataille ou sa remarque, c'était plutôt de dire qu'on avait un CLVA qui fonctionnait. *A priori*, vous nous dites qu'il n'était

pas démocratique à quelque chose près et que (cela va venir, j'ai écouté), il n'était pas démocratique. On a maintenant une instance qui l'est beaucoup plus et l'on n'arrive pas à avoir des personnes qui le représentent. Alors, on veut bien tout entendre, mais ne nous emmenez pas ni au Territoire ni à la réunion du bilan de mi-mandat qui, pour moi, n'a rien à voir. Voilà.

**M. le Maire :** Madame Fourniaud, vous n'avez pas assisté au précédent, excusez-moi de vous le dire, j'y ai assisté. Il n'y avait personne, et je n'en fais pas le grief à mes prédécesseurs. Il ne marchait pas. Il n'y avait personne. C'est à la demande des présidents d'associations qui nous ont demandé de modifier. Alors, c'est vous, ne nous embarquez pas sur de fausses pistes. C'est une mauvaise querelle que vous essayez. Ce qui compte, c'est le nombre croissant si nous ne faisons rien. Si les gens n'étaient pas intéressés par ce que nous proposons, comment expliquez-vous la demande exponentielle que nous avons à CLVA de demandes d'associations nouvelles ? D'ailleurs, nous avons des associations nouvelles et l'augmentation des crédits que nous donnons.

Si les gens n'étaient pas intéressés, ils fermentaient boutique, ils arrêteraient l'association. Et puis, ils nous diraient : ne faites rien pour nous. Au revoir. C'est tout le contraire qui se produit. C'est tout.

D'ailleurs, que l'on appelle cela, CVAC ou CLVA, c'est un outil que mes prédécesseurs ont mis en place. Je peux vous dire très sincèrement, personnellement, je n'y étais pas favorable. Mais qu'auriez-vous dit si on le supprimait ? Parce qu'effectivement les présidents des associations, comme l'a dit Madame Fontaine, ce qui les intéresse, c'est le travail, c'est la rencontre. Mais nous, nous avons voulu continuer à leur offrir un outil où ils peuvent se rencontrer et où ils peuvent ensemble élaborer un projet commun. Donc, c'est à eux d'élaborer un projet commun. Mais les associations, cela fonctionne très bien à Choisy-le-Roi. On croule sous les demandes.

Pourquoi nous avons donné plus de crédits ? C'est parce qu'on a accepté de nouvelles associations, je vous assure, vous pouvez passer aux services, vous pouvez en rencontrer avec nous. Vous verrez que tout se passe très bien.

Alors je crois que Madame Malika Benkahla avait demandé la parole.

**Mme Benkahla :** Bonsoir à toutes et à tous. Alors, quelques mots très rapidement à travers les deux délibérations qui ont été présentées, aussi bien sur la composition du Conseil Local de la Vie Associative et les subventions, on voit bien que la dynamique associative se porte bien. De mon côté, je suis bien placée pour le savoir, parce que j'ai eu anciennement la charge de ces questions. Donc, voir autant d'associations renouveler des demandes de subventions, c'est toujours un signe de bonne santé.

De mon côté, j'ai clôturé le débat concernant le CLVA et les CVAC, c'est deux instances qui se ressemblent beaucoup. Il y a effectivement une instance qui existe de toute manière, je pense que si la même majorité avait eu... Enfin, bref, il y aurait eu des changements. C'est-à-dire que l'on avance avec les associations, on avance avec la nouveauté des projets, la différence de la présidence, c'est un choix politique, cela reste là en fait, il n'y a pas besoin de débat. Vous, vous avez retenu un autre choix. Nous, à l'époque, nous avons retenu un autre choix. Cela fonctionnait dans les deux cas. Là, vous mettez en valeur autre chose. C'est un faux débat et je suis bien placée pour le savoir.

L'essentiel, c'est quoi ? C'est de fédérer des associations. Cette instance, c'est du travail nécessaire et en plus, et pour les associations, et pour l' élu et pour le service. Donc, que l'on soit douze, quatorze ou dix, j'ai envie de dire, c'est à peu près la même chose. Nous étions quatorze à l'époque. Simplement, toutes ne pouvaient pas se mobiliser de la même manière. L'essentiel, c'est que ces temps d'échange, de rassemblement soient fructueux. Donc, ce ne sont pas des indices de ma place en tout cas pour dire que c'était mieux avant, c'était moins bien, etc. Non, ce n'est pas cela.

Là, je vois bien qu'il y a des associations qui étaient entre guillemets, je vais dire ça comme cela. Elles étaient « proches de l'ancienne majorité » dont je faisais partie et qui, aujourd'hui, sont subventionnées par rapport à des projets. J'en suis ravie. C'est bien.

Entre-temps, le covid est passé par là. C'est venu rendre l'implication associative beaucoup plus difficile. En dehors de cela il y a cet épisode du covid qui est venu marquer de manière substantielle la dynamique associative. Cela n'a rien à voir avec le changement. C'est en lien avec un contexte économique et sanitaire. Là, on voit bien que sont soutenues des associations qui sont là pour la promotion des droits de l'homme, pour le développement durable, pour des actions de solidarité, etc. Donc, voilà, et puis pour le Conseil de la Vie Associative, je pense que Sabrina est confrontée à la même difficulté que nous. C'est-à-dire que la difficulté, c'est de mobiliser des acteurs associatifs sur du long terme. J'ai envie de dire qu'il vaut mieux une équipe de dix dynamique. Enfin, vraiment, cela ne va rien changer. Donc, voilà, moi je réponds en tant qu'élue aujourd'hui, mais aussi en tant qu'ancienne élue en charge de la majorité, et je vois que la vie associative se porte bien.

**M. le Maire :** Merci, Madame Benkahla. C'est vraiment ce qui compte. Monsieur Aoummis.

**M. Aoummis :** Alors, moi, c'était juste pour expliquer une équation très simple. Quand on présente une notice, il y a la forme, il y a le fond. Alors moi sur le fond, je n'ai pas de problème. Je conçois très bien qu'une majorité puisse mettre en application ses orientations politiques. Cela me semble tout à fait logique et c'est pour cela qu'il y a le jeu démocratique. Le problème ne se situe pas à ce niveau-là. Que l'on ait changé de nom, que l'on ait donné une autre orientation à un organisme de concertation, de dialogue entre la Ville et le tissu associatif, ce n'est pas un problème, c'est un problème de sémantique. En fait, le changement du nom c'est une orientation politique qui est assumée par les personnes concernées, c'est-à-dire par les élus qui ont en charge leur délégation.

Mais là où le bât blesse, c'est sur la forme, parce qu'il y a quand même une injustice. Quand je lis, et c'est la deuxième fois que l'on a la même notice en fait, c'est du copié-collé, on l'a déjà eu, Monsieur Guillaud-Bataille l'a exprimé tout à l'heure, on a eu, on a débattu, on n'a pas débattu sur la forme, sur le fond, on a débattu sur le fond ou sur la forme, à savoir que cette notice nous dit de manière pas sibylline, mais de manière très claire que l'instance CLVA, à qui on a changé de nom et d'orientation, j'ai dit que ce n'est pas un problème en soi, cela n'était pas une instance démocratique. Et l'on veut pour preuve le fait que le maire et son adjoint de l'époque y soient impliqués de manière visible. Je trouve qu'on est à côté vraiment des réalités parce que le dire, c'est considérer que l'ancien maire et que son adjointe sont antidémocratiques. La démocratie, c'est une totalité, c'est un tout, on la prend entièrement, on la laisse entièrement.

Aujourd'hui, on est dans des positions un peu malaisées, parce que l'initiatrice de CLVA se retrouve de l'autre côté. Alors que l'on dise que la démocratie a été appliquée ou ne l'était pas. Donc, c'est cela le fond du problème. Et c'est une question de forme. On aurait pu ne pas polémiquer sur cela. Une orientation prise, elle est prise, on vote pour ou on vote contre, cela relève de choix politiques, mais que l'on dise des injustices, je trouve cela un petit peu quand même très fort de café. C'est la chose qui, à titre personnel, me fait, comment dire, regretter que l'on invite la polémique là où il ne faut pas qu'elle y soit.

**M. le Maire :** Merci. Je vais redonner la parole à Madame Fontaine.

Ce que je peux partager avec vous, Monsieur Aoummis, c'est effectivement qu'il n'y a pas lieu de polémiquer sur ce que j'appellerais des détails. Madame Fontaine va dire ce qu'elle en pense. Ce que je peux dire, c'est que je ne me voyais pas être président d'une instance qui concerne avant tout les associations et ça se limitait à cela. Voilà, c'est tout.

Ce que l'on peut corriger, sans doute ce que vous voulez dire Madame Fontaine, je vais la laisser s'exprimer, c'est que l'on pensait que c'était plus transparent et plus démocratique, que ce soit uniquement les associations entre elles qui votent, leur président, leur adjoint, etc. C'est

uniquement cela comme vous l'avez rappelé, ce qui compte et comme cela tout le monde l'a dit et même Monsieur Guillaud-Bataille a reconnu l'effort. Ce qui compte, c'est que malgré tous les mauvais procès que l'on nous avait intentés au départ, les associations à Choisy-le-Roi se portent bien. Elles sont aidées, quelles que soient leurs tendances politiques parce qu'on n'est pas naïfs, on sait très bien comment elles sont composées et ce que pensent les gens, mais on s'en moque puisqu'elles rendent service à la population. On aurait pu couper les vivres, on ne l'a pas fait, bien au contraire, et on devrait tous se rejoindre là-dessus. Effectivement, sur le fond, vous avez dit que le fond, c'était bien bon. La forme, on peut toujours la corriger pour éviter de se quereller sur quelque chose qui, effectivement, peut-être n'en vaut pas la peine. Ce qui compte, ce sont les associations qui sont subventionnées, qui travaillent et qui apportent ce qu'il faut apporter, chacune avec leurs valeurs et leurs sensibilités, qui apportent de l'aide ou du réconfort ou du lien à la population Choisyenne. Moi, c'est ce qui m'importe et Madame Fontaine aussi.

**Mme Fontaine :** Pour répondre à M. Aoummis et à Martine Fourniaud, concrètement, je n'ai jamais voulu dire que ce n'est pas démocratique. Comme vous paraissiez dire qu'il n'y avait pas forcément d'avancée ou quoi que ce soit, j'ai juste noté la différence entre le CLVA et le CVAC. Et juste le mot démocratique, c'est parce que tout cela et tout sur ce dossier de référence, etc., a été fait avec les associations, avec des réunions d'information pour les associations. Ce sont les associations qui ont choisi. Donc, c'était juste cela. Je n'ai pas dit que vous, vous ne l'étiez pas. J'ai dit qu'aujourd'hui, mais je n'ai pas dit que ce n'était pas le cas. Je n'ai jamais dit que ce n'était pas le cas. Je n'ai jamais dit que vous n'étiez pas démocratiques. Je ne me serais jamais permis de dire une chose pareille d'ailleurs.

En revanche, j'ai juste notifié la différence entre le CLVA et le CVAC, au niveau de l'instance de président, c'est tout.

**Mme Benkahla :** Alors, je vais vous ramener juste une information très objective.

**M. le Maire :** Je vous donne la parole Malika...

**Mme Benkahla :** C'est rédigé nulle part cela. C'est venu du débat, excusez-moi, vous êtes dans votre rôle, c'est l'opposition. Encore une fois, nous sommes attaqués. Nous sommes attaqués, on répond, on peut répondre, peut-être quelquefois au-delà de ce que l'on peut penser, je pense que tout le monde connaît Sabrina. En aucun cas, elle pense que ce n'est pas démocratique.

Encore une fois, cela ce n'est écrit nulle part. Ce n'est pas écrit dans le rapport qu'avant ce n'était pas démocratique, ce n'est écrit nulle part. Dans un débat, on l'a vu ici et dans toutes les enceintes où il y a un débat démocratique, j'estime qu'ici la démocratie s'exprime. Quelquefois, il peut y avoir des mots, des ceci, des cela, si c'est ce qui est gênant. Moi je suis sûr que Madame Fontaine sera d'accord avec moi pour dire OK. Avant, c'était démocratique. Nous sommes démocratiques, on a juste changé ce point, parce que nous, notre sensibilité veut qu'on préfère que le président de cette instance soit issu des associations. Cela se limite à cela, c'est tout. C'est qu'on peut se mettre d'accord là-dessus, hein ? D'accord, Monsieur Aoummis ?

Je donne la parole à Madame Benkahla.

**Mme Benkahla :** Je voulais juste rajouter. La présidence est un choix politique, donc moi je l'assume. Voilà, à l'époque, j'ai souhaité, enfin, le maire de l'époque a souhaité et nous avons abondé dans ce sens. En revanche, petite précision pour tous. Ni le maire de l'époque ni moi-même en charge de ces questions, n'avions droit de vote. Nous organisons les instances avec les services, nous invitons plutôt les associations à venir. En revanche, ni le maire ni l'élu en charge de la vie associative n'avaient droit de vote. Les décisions revenaient aux associations seulement.

**M. le Maire :** Est-ce que l'on peut se rejoindre là-dessus, Monsieur Aoummis ? Parce que, quand même, l'intérêt de ces associations, nous. Madame Fontaine est d'accord avec moi. On a une sensibilité différente sur ce point. Voilà, c'est tout. Mais encore une fois, ce qui compte c'est... En plus, j'ai été sincère avec vous. Moi, j'ai préféré continuer à avoir cette instance et je respecte tout l'avis, etc. Parce que, sinon vous auriez dit : on a supprimé cela, oh là là, oh là là ! Ce qui compte, c'est que chaque association puisse s'exprimer, même si cela n'existait pas auparavant CLVA ou maintenant, le CVAC, rien n'interdit à des associations d'avoir des projets en commun, de venir nous voir et de les financer. À la limite, rien ne l'interdit. On a pensé que cela comme vous l'aviez pensé vous-même, puisque c'est vous qui avez initié cela que c'était un outil peut être plus simple, plus facile pour qui s'y retrouve très bien. On continue avec cette petite note différente que le président sera issu des associations, voilà. Et que je ne m'en mêle pas ni Madame Fontaine. Elle reçoit juste les dossiers et les monte comme le faisait Madame Benkahla. Voilà.

Réjouissons-nous que l'on puisse donner plus d'argent aux associations et je me réjouis de leur travail, encore une fois, avec toutes leurs sensibilités différentes, apportent aux Choisyennes et aux Choisyens.

Voilà, et tout le monde est traité de la même manière. Vraiment. Franchement, on ne tient pas compte du tout de... Et pour le sport, c'est la même chose, parce que c'est aussi des associations qui ont trait aux sports, mais c'est la même chose.

Y a-t-il encore des observations ou l'on peut voter ? On peut en rester là.

Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? C'est voté. Merci.

#### *Vote de la délibération n°4*

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

*La délibération n°4 est adoptée à l'unanimité.*

**→ Approbation de la convention de financement des travaux nécessaires pour la création de la Maison des Femmes dans un local sis 2 square Sellier, avec VALOPHIS Habitat, propriétaire des lieux.**

**M. le Maire :** Le point suivant, je le présente à la place de Monsieur Coelho qui est absent. C'est le tarif des concessions dans le cimetière qui évolue très peu. J'ai oublié quelque chose, excusez-moi. Oui. La convention de financement des travaux pour la Maison des femmes. Bon, alors là, il faut que l'on fasse attention à la forme.



**Mme Fontaine** : Alors donc, il va y avoir une convention de financement des travaux nécessaires pour la création de la Maison des femmes, puisqu'on a un local qui se trouve au niveau du square Henri Sellier à Choisy-le-Roi, qui est notamment maintenant dans le nouveau quartier prioritaire de la ville.

Cet appartement nécessite des travaux et on vous demande l'approbation de cette convention avec Valophis pour qu'ils puissent réaliser les travaux et que l'on puisse nous, la Ville, leur payer les travaux. On aura également de l'indemnité d'occupation mensuelle à hauteur de 1 000 €, minorée à 50 % parce que le projet est cofinancé, on va dire, avec Valophis. Donc, on aura un loyer de 500 € et l'on aura également les charges à régler. Voilà donc pour cette convention de financement, on vous demande de la voter aujourd'hui. Je vous remercie.

**M. le Maire** : Merci Madame Fontaine. C'est un sujet combien important qui nous tient à cœur. Je sais qu'il tenait à cœur aussi à l'ancienne majorité, donc je pense que là-dessus, on peut se retrouver sur ce beau projet que nous allons mener à terme.

Y a-t-il des observations ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Non. Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

#### *Vote de la délibération n°5*

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRrane El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

*La délibération n°5 est adoptée à l'unanimité.*

## **POPULATION**

### **→ Tarifs des concessions dans les cimetières communaux**

**M. le Maire** : On passe aux tarifs des concessions dans les cimetières communaux. Petits ajustements.

Y a-t-il des observations ? Je ne pense pas. Bon, alors on peut voter.

Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions à l'unanimité ? Merci à vous.

#### *Vote de la délibération n°6*

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid,

GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

*La délibération n°6 est adoptée à l'unanimité.*

## ENFANCE

### → Évolution d'un projet d'activités sportives à destination des enfants du CNP et du CATTP des hôpitaux de Saint-Maurice.

**M. le Maire :** Le prochain point, c'est pour l'enfance. C'est donc M. Bourven. Évolution d'un projet d'activités sportives à destination des enfants du CNPE, du BTP.

**M. Bourven :** Merci Monsieur le Maire. Bonsoir à tous. Je suis ravi, presque un an après, de présenter à nouveau cette délibération avec quelques modifications par suite du succès de ce dispositif que nous avons lancé en faveur des enfants en situation de handicap.

Je rappelle donc que nous proposons des séances de sport pour les jeunes Choisyens qui suivent des soins au CMP de Saint-Maurice et qui étaient en demande pour participer à des activités sportives avec des éducateurs sportifs de la ville. Le dispositif évolue donc désormais avec la possibilité d'accueillir dix familles au lieu de huit, de passer le nombre de séances à deux par mois, donc tous les quinze jours, au lieu d'une seule jusque-là et de pouvoir faire varier le lieu d'activités qui jusque-là était uniquement le gymnase Rousseau, afin de donc de modifier si besoin les situations sportives, matérielles, travail en plein air, etc.

Je vous demande donc d'approuver ces modifications à cette délibération, afin que le service rendu, qui, je le rappelle, est gratuit pour les familles, s'améliore et progresse toujours dans la volonté de mieux intégrer les personnes porteuses de handicaps.

**M. le Maire :** Merci Julien. Y a-t-il des interventions ? Je n'en vois pas. Je pense que quand même là-dessus... Y a-t-il des votes contre ? Non. - Abstentions ? Donc, c'est voté à l'unanimité. Merci pour eux.

*Vote de la délibération n°7*

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

*La délibération n°7 est adoptée à l'unanimité.*

## **COMMERCE**

### **→ Fixation du tarif pour la participation des exposants alimentaires et non alimentaires sur le marché de Noël 2024.**

**M. le Maire :** Alors maintenant, le commerce : Fixation du tarif pour la participation des exposants à notre beau marché de Noël.

Je donne la parole à M. Garrouit.

**M. Garrouit :** Merci Monsieur le Maire. Bonsoir à tous. Il s'agit d'une délibération classique. C'est la quatrième année consécutive que l'on organise le marché de Noël. Le but de cette délibération, c'est de fixer le tarif pour les exposants qui sont présents au marché qui se tiendra du vendredi 13 au dimanche 15 décembre. Les catégories restent inchangées par rapport à l'an dernier. On aura des barnums, des food trucks, des chariots roulants et des chalets en bois. Cette participation permet de couvrir une partie des coûts de raccordement électrique, de matériel et d'animation musicale et commerciale. La seule différence par rapport à l'an dernier, c'est une augmentation de tarif de 10 € sur chacune des catégories. Il est donc demandé au Conseil municipal de voter le montant forfaitaire pour l'édition 2024 du marché de Noël. Merci à vous.

### **M. le Maire : Merci M. Garrouit. Y a-t-il des observations, Monsieur Guillaud-Bataille ?**

**M. Guillaud-Bataille :** Comme chaque année, notre Groupe va vous faire part de notre tristesse et de notre désapprobation sur le fait que vous avez souhaité, mais c'est un choix que vous assumez, n'en faire qu'un événement de type commercial, sans laisser l'opportunité aux associations de Choisy-le-Roi, je pense, notamment, puisque c'est un marché de Noël, aux associations d'aide et de soutien aux populations qui sont de plus en difficulté d'être présents d'une manière ou d'une autre lors de cette fête, afin d'avoir un espace de rencontre et de collecte. On sait que cette période des fêtes est souvent une bonne occasion pour ces associations de collecter de quoi justement venir en soutien des familles qui sont le plus en difficulté. Donc, voilà, c'est quelque chose que nous regrettons chaque année. Nous continuerons de le regretter, sauf à ce que vous changiez d'avis, bien évidemment.

**M. le Maire :** Ce marché de Noël, Monsieur Garrouit peut s'exprimer justement, il est dirigé vers les populations qui ont peu de moyens. Et pourquoi ? Parce que d'abord, ce qui fait son succès, c'est déjà les activités de qualité en direction des enfants. Personnellement, j'ai voulu que toutes ces activités soient gratuites, ce qui n'est pas le cas dans les autres marchés de Noël. De plus, quelquefois, même les personnes en difficulté ont le droit à un peu d'évasion et qu'on ne les rappelle pas constamment à leur triste sort.

Je dis ce que j'ai dit tout à l'heure. C'est toute l'année que nous nous préoccupons de ces populations. C'est toute l'année qu'ils peuvent venir nous voir et c'est toute l'année que nous aidons et que nous mettons à disposition toutes les associations de la ville qui veulent soit récolter des dons pour aider ces personnes. Il n'y a aucun souci. Si vous en connaissez Monsieur Guillaud-Bataille, c'est toutes les semaines que je suis prêt à mettre un local à disposition pour recevoir des dons pour les associations pour aider les personnes en difficulté. De temps en temps, il faut que toutes et tous se réunissent dans un jour de fête, de joie, qui leur permet, même si c'est passager, d'oublier leurs problèmes. Ce qui ne veut pas dire que l'on se désintéresse et que l'on ne va pas les aider.

De plus, comme je l'ai dit pour venir sur la forme, c'est que les associations ont leur journée qui aura lieu en septembre et aussi tout au long de l'année. D'ailleurs, regardez bien qui vient à notre marché de Noël. Regardez bien. Le succès énorme qu'il a et au-delà de notre ville, et regardez bien combien les gens sont heureux. Et moi, je sais bien les personnes qui viennent, je sais bien de quel quartier elles viennent, on les voit. C'est une très grande satisfaction pour nous.

Je remercie les services, Monsieur Garrou, l'administration qui a permis de lancer ce marché de Noël et dont on parle beaucoup à l'extérieur de Choisy. Je crois que Monsieur Garrou veut ajouter un mot.

**M. Garrou :** Je ne vais pas dire grand-chose de plus. En aucun cas, il ne s'agit d'un marché élitiste. On n'a jamais voulu cela. Cela ne ressemble pas du tout à la Ville de Choisy-le-Roi. Au niveau des commerçants, on favorise premièrement les Choisyens. On essaie d'avoir une offre vraiment variée. Il y a un panel de tarifs qui peut permettre à tout le monde de venir faire ses emplettes.

Au niveau des animations, on a essayé de rendre toutes les animations quasiment gratuites, gratuites même. Il y a deux ans, on a fait une patinoire pour tous les enfants et même une piste de luge l'an dernier. On a même fait en sorte de faire arriver cela, soit un peu avant ou déborder un peu après pour que les différents centres de loisirs et les enfants de la ville puissent en profiter non seulement sur le marché de Noël, mais aussi après le marché de Noël. En aucun cas, on squeezerait une partie de la population ou quoi que ce soit. C'est loin d'être le cas.

On fait même de super spectacles qui durent jusque tard le soir, le vendredi soir et qui émerveillent pas mal d'enfants qui, malheureusement n'ont pas la chance de pouvoir voir de ce type de spectacles autre part. Donc, en aucun cas, je ne vous permets de dire que l'on est élitistes ou que l'on segmente quoi que ce soit.

**M. le Maire :** On donne la parole à Monsieur Guillaud-Bataille, puis à Madame Benkahla qui l'avait demandée. Allez-y en deux mots, si vous voulez dire quelque chose.

**M. Guillaud-Bataille :** J'aimerais surtout, premièrement, que l'on ne me fasse pas dire ce que je n'ai pas dit et deuxièmement que l'on réponde aux questions que je pose et à pas à celles que vous aimeriez entendre.

**M. le Maire :** Je vous ai répondu...

**M. Guillaud-Bataille :** Je n'ai jamais prétendu que ce marché était élitiste. Je n'ai jamais critiqué le fait qu'il se tienne. Je n'ai pas critiqué le fait qu'il y ait des commerçants et des animations. J'ai juste déploré que ne soit pas ouverte la possibilité pour des associations choisyennes, en signalant, notamment les associations de solidarité, qui puissent être présentes. C'est tout ce que j'ai dit. Donc, après, j'aimerais que l'on ne vienne pas me dire que j'ai dit que c'était élitiste... Je n'ai pas dit cela, à aucun moment.

**M. le Maire :** Vous avez dit commercial, ce qui sous-entend affairiste. Vous avez dit commercial, pas élitiste, commercial.

**M. Guillaud-Bataille :** On est d'accord que les stands sont alloués à des commerçants ?

**M. le Maire :** Monsieur, il y a des associations auxquelles vous faites...

**M. Guillaud-Bataille :** La méthode que vous utilisez là vraiment n'est pas digne d'un débat serein et démocratique. Commercial, c'est pour les commerçants, les stands que l'on est en train de voter, c'est pour que les commerçants puissent louer des stands. Donc, c'est

commercial. Voilà. Point. Si vous y voyez, un jugement de valeur de ma part, c'est vous qui avez un problème, ce n'est pas le mien.

**M. le Maire :** D'accord. Nous, on a compris ce que vous avez dit que l'on emploie le terme commercial dans le contexte que vous avez déployé. Je suis désolé, cela veut dire dans le sens affairiste. Or, ce n'est pas le but de ce marché de Noël. Je suis désolé. Choisissez vos mots.

*(Intervention hors micro)*

**M. le Maire :** Mais vous ne savez pas non plus mieux que nous ce que l'on comprend lorsque vous parlez. Bon, donc on vous répond comme chaque année. D'ailleurs, vous vous trompez. Il y a des associations choysiennes, il y en a eu que l'on a acceptées, il y a aussi des commerçants choisyens, il y en a eu. Et encore une fois, quelles que soient les... Non, mais attendez ! Non, mais Monsieur Guillaud-Bataille, vous permettez que le maire s'exprime, que l'on puisse quand même discuter sans que vous preniez...

Mais je ne dis pas le contraire de ce que j'ai dit. C'est vous qui faites toujours vos interprétations, qui prenez la parole sans rien, qui sautez sur votre chaise, qui... Je suis désolé, nous avons le droit de penser aussi. Vous pensez que l'on ne fait pas ceci. Bon, je ne vous dis rien, on vous écoute, on répond. Nous, on a le droit de penser et d'interpréter ce que vous nous dites et l'on a bien compris ce que vous nous avez dit.

Donc, je réponds comme chaque année que les associations ont leur journée au mois de septembre, qu'elles seront bien représentées et que ce soit le Secours populaire, le Grain de sel, toutes les associations qui aident les gens dans le besoin, c'est toute l'année que nous sommes en contact avec elles. On n'attend pas le marché de Noël.

Je le redis ici, s'il y a une personne ou une association qui a besoin d'un local pour faire une demande de dons ou, etc. La Ville prête ce local, il n'y a aucun souci. Si l'on doit mettre un local chaque semaine à disposition, nous le ferons et même chaque jour, il n'y a aucun souci.

Encore une fois, ce marché de Noël, c'est un jour de fête et nous voulons que ce soit un jour de fête. Les gens nous remercient tous. Personne dans le public, les Choisyennes et les Choisyens, personne ne m'a fait la remarque qu'il n'y avait pas d'associations de ceci ou de cela. Ils avaient tous les yeux qui brillaient et surtout les enfants. Pour nous, c'est une grande récompense.

Je donne la parole à Madame Benkahla qui l'avait demandée.

**Mme Benkahla :** Alors un petit mot très rapide. D'abord, je voudrais féliciter Karim Garrouit et les services associés qui, depuis quelques années, organisent ce marché de Noël. C'est un événement très chaleureux, il faut quand même le reconnaître. C'est ouvert à toute la population, quelle qu'elle soit. Tous les quartiers sont représentés, les enfants. C'est vraiment une fête populaire. Arrêtons de masquer les choses, cela reste une fête populaire et la manière dont les choses sont organisées fait que tout le monde y trouve plaisir à venir, toutes les catégories socioprofessionnelles. En tout cas, moi, quand je me suis baladée, j'ai pu constater cela.

Là, il s'agit de parler plus spécifiquement de la fixation du tarif pour les exposants qui concernent les commerçants. C'est cela. On n'a pas parlé des associations ou d'autres qui, éventuellement, peuvent participer, parce que ce n'est pas l'objet, tout simplement de ce qui est présenté aujourd'hui. Il s'agit de parler du tarif de la participation des commerçants. Oui, les exposants vendent des choses. Cela existe partout pareil. Mais à côté, il y a effectivement énormément d'animations et d'activités qui sont proposées de manière gratuite à l'ensemble de la population. C'est super ce que tu as organisé, Karim, avec les services.

**M. le Maire :** Peut-on procéder au vote ? Monsieur Aoummis.

**M. Aoummis :** Juste une petite intervention. Que le marché de Noël ait lieu, c'est très bien. C'est un moment de joie, de festivités, dans une ambiance que l'on connaît très bien. Il y a ce que je dirais la sinistrose ambiante, qu'il y ait des moments de cette nature, c'est quelque chose de profitable pour tous. D'autant plus qu'il y a une concurrence entre les marchés de Noël. Il ne faut pas se mentir. Le fond du problème, c'est que..., prenez le RER de Choisy, si vous êtes à Paris, à Saint-Michel, il y en a deux sur place et d'une autre facture.

C'est donc très compliqué de maintenir l'existence d'un marché de Noël sur une ville telle que la nôtre. Cela nécessite une réflexion sur l'attractivité, sur l'inclusion évidemment, de tous les Choisyens au sein de ce marché.

Ma question, c'est par rapport à l'augmentation des tarifs. Je suppose qu'il y a effectivement un certain nombre d'éléments qui ont augmenté, qui ont généré l'augmentation. Monsieur l'élus, si vous pouvez répondre à cette question des tarifs des chalets avec ses différentes déclinaisons. J'entends bien.

La deuxième question sur la possibilité, au regard des difficultés que peuvent rencontrer les commerçants qui louent les chalets pendant ce laps de temps, la possibilité de se mettre à deux éventuellement. Ce n'est pas quelque chose que j'invente, mais je l'ai entendu de deux personnes de la même famille, une qui fait des bijoux, l'autre qui fait des bougies. Vous la connaissez cette personne. Est-ce qu'il y a moyen de leur permettre éventuellement à eux et à d'autres de bénéficier d'un chalet à deux ?

La troisième n'est pas une question, mais un vœu au prochain Conseil municipal, si l'on peut avoir un compte rendu, un bilan de ce marché, parce que ce n'est pas rien, c'est quand même un moment important qui se passe sur la ville. C'est un moment dans un laps de temps très particulier. Si l'on peut avoir un bilan de l'activité de ce marché, ce qui a fonctionné, ce qui a moins bien fonctionné pour essayer de voir ensemble comment avancer ensemble là-dessus. Merci.

**M. Garrou :** Merci, Monsieur Aoummis. Concernant la tarification, c'est une évolution malheureusement presque obligatoire. On est sur un tarif sur les chalets, notamment les chalets en bois qui étaient très bas par rapport aux coûts. On n'est pas propriétaire de ces chalets, donc on les loue chaque année, les tarifs augmentent chaque année.

Un exemple : la ville de Thiais qui est juste à côté. Les tarifs sont deux fois plus importants que chez nous. Même avec l'augmentation, on est autour de 210 € pour un chalet. Il n'y a pas de Choisyens *versus* les non-résidents.

Votre deuxième question c'était, excusez-moi, parce que je suis resté sur la troisième. La deuxième question, c'était la possibilité d'être à deux dans un chalet. Il faut faire la demande au moment de l'appel à candidatures. Il faut juste que les personnes fassent la demande au service commerce et ensuite ce sera surtout selon le type de commerçant qui a répondu, car malheureusement on doit refuser des commerçants. On a de nombreux commerçants qui se proposent, on arrive même parfois à refuser des Choisyens malheureusement. Donc, cela sera, malheureusement, au cas par cas, c'est-à-dire que ce sera vraiment selon l'offre, selon la qualité des produits, etc., cela dépendra vraiment de cela. Ce n'est pas un non, ni un oui, cela veut dire : on verra sur le moment, mais en tout cas, la possibilité est ouverte. Ce n'est pas un non catégorique.

**M. le Maire :** cela a été fait l'année dernière, il y avait au moins quatre chalets qui étaient occupés par deux entités différentes. On analyse au cas par cas. Quand on a une demande, on l'accepte.

**M. Garrou :** Pour le troisième point, pas de soucis. Je pense que c'est une bonne idée d'avoir un bilan de ce marché de Noël, donc ce sera fait le plus tôt possible.

**M. le Maire :** D'autres interventions, on peut voter oui. C'est la dernière. Y a-t-il des votes contre ? Je ne vois pas. Abstention ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

*Vote de la délibération n°8*

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

*La délibération n°8 est adoptée à l'unanimité.*

**→ Approbation de la convention de partenariat et des plans d'actions 2024, 2025 et 2026 entre la Ville de Choisy-le-Roi et la Chambre de Commerce et d'Industrie Départementale du Val-de-Marne.**

**M. le Maire :** Je vais donner maintenant la parole à Monsieur Thiam. C'est un partenariat important entre la Ville de Choisy-le-Roi et la Chambre de commerce du Val-de-Marne.

**M. Thiam :** Je vais essayer d'aller vite et éviter les détails ce soir, Monsieur le Maire. Je rebondis quand même sur le marché de Noël qui est très très bien tenu et pour lequel on a eu la chance d'avoir des très bons commerçants l'année dernière.

Oui, en ce qui concerne les associations si je ne me trompe pas, l'année dernière, il y avait la présence de Monsieur Azzedine Arif qui représentait un apiculteur qui était sous association AEC. Un point de détail.

Je vais rebondir sur la délibération du jour. La Chambre de Commerce et de l'Industrie CCI du Val-de-Marne et la Ville de Choisy ont conclu une convention de partenariat pour soutenir le développement économique de la commune. Cette convention vise à améliorer l'attractivité commerciale de Choisy-le-Roi, renforcer les liens entre les acteurs du commerce, développer l'animation commerciale, maintenir et dynamiser les pôles commerciaux.

La convention s'articule autour de cinq axes principaux. Vous les avez sur la délibération, mais je vais retenir l'axe principal qui est la mise en place de l'association des commerçants de Choisy-le-Roi qui a un objectif pour nous, c'est de fédérer les commerçants et leur donner une voix commune.

Il y a aussi comme axe important l'adhésion de la Ville de Choisy-le-Roi au REZ 94, un réseau d'acteurs économiques du Val-de-Marne. Un comité de suivi sera mis en place pour assurer le suivi de la convention et des plans d'action.

Le comité se réunira au moins une fois par trimestre. La convention est conclue pour une durée de trois ans et sera complétée chaque année par un plan d'action annuel. Le Conseil municipal est invité à approuver la convention de partenariat.

Monsieur le Maire, j'aimerais rebondir sur autre chose. J'ai lu dans un tract parce que j'aime bien lire, que les commerçants de Choisy-le-Roi étaient abandonnés durant tout le long du mandat. Je tiens à dire que moi, j'ai repris la délégation au commerce il y a un an et juste avant, c'était mon collègue, Monsieur Walid Sadi, et je n'ai jamais vu des commerçants aussi bien entendus, écoutés et avec qui il y avait vraiment une relation de confiance. Je peux le dire, toutes les semaines, je reçois des appels directs des commerçants pour des questions concernant leur devanture, leur enseigne, l'espace public. Alors, je pense que, pour ce mandat, on a des élus beaucoup à l'écoute. Oui, réellement, sur le terrain même, je pourrais dire. Je vous remercie.

**M. le Maire** : Merci, Monsieur Thiam. Monsieur Aoummis a demandé la parole.

**M. Aoummis** : Très rapidement, Monsieur le Maire, c'est toujours sur la forme. Il n'y a aucun souci pour la délibération, mais sur la forme que l'élu en charge du commerce dit répondre à des tracts au sein de l'enceinte du Conseil municipal, je pense que c'est quelque chose avec lequel il faut arrêter quand même. On est dans une enceinte républicaine, on débat de sujets qui intéressent la population, on essaie d'avancer. Vous, majorité, nous, dans l'opposition, de manière à prendre en considération l'universel de Choisy-le-Roi et on n'est pas à répondre sur des tracts, parce que là, franchement, on n'en sortirait pas. Merci.

**M. le Maire** : Je suis sûr que Monsieur Thiam est d'accord. Vu qu'il travaille beaucoup, il s'est dit bon... Je partage monsieur Aoummis. Je ne vais pas interpréter les petites phrases dans les tracts diffusés par des personnes. Cependant, il y en a quand même un qui nous a bien fait rire avec des contrevérités et des mensonges, mais alors à ce point-là. Alors je vous rejoins Monsieur Aoummis, je suis d'accord. D'ailleurs, vous pouvez vérifier que personnellement, je ne réponds pas aux tracts, je ne suis pas sur les réseaux sociaux, je ne réponds à rien du tout, sauf lorsque vous, vous m'interrogez ou lorsque les Choysiennes et les Choysiens m'interpellent dans la rue. Quelques fois, quand même... Je veux bien qu'en politique, il y ait des choses, mais bon, il y a quand même une limite à tout. On n'en dira pas plus et on peut se mettre d'accord effectivement pour ne pas commenter, M. Thiam.

**M. Thiam** : Je peux m'excuser, parce que nous sommes dans une assemblée républicaine, mais comme on était sur les détails, je voulais en profiter. Après pour le tract, moi, c'est mon propre père qui m'en a parlé, qui m'a dit : "regarde..."

**M. le Maire** : Lorsqu'on ne fait rien, on peut et après, même si l'on sait que ce n'est pas fondé, on peut aussi être touché par une contrevérité. C'est ce qu'il a voulu exprimer, mais on partage cela, je suis d'accord. Madame Benkahla.

**Mme Benkahla** : J'ai interrogé mon voisin, parce que je ne savais pas de quoi il s'agissait comme tract. Par rapport aux axes présentés dans le document, à savoir la mise en place de l'Association des commerçants de Choisy-le-Roi, il est important de préciser, comme l'a fait Moustapha Thiam, qu'il y ait une relation de confiance et, en tout cas, d'échange et d'interaction entre lui et les associations. Je trouve que c'était important de le préciser et que cette information a toute sa place, au contraire, dans un conseil municipal.

**M. le Maire** : Y a-t-il d'autres interventions ? Monsieur Guillaud-Bataille.

**M. Guillaud-Bataille** : Sur la forme des débats, j'entends tout ce que l'on veut. Il faut débattre comme ci, il faut débattre comme cela, etc., mais aucun de nous n'est étanche à la façon dont fonctionne la société et dont fonctionne de plus en plus le débat public. D'ailleurs, je dis public, parce que ce n'est pas que sur la politique que la dérive se fait sentir, c'est-à-dire que maintenant, c'est quand on n'est pas d'accord. La réponse magique, c'est, vous faites une contrevérité. « Fake news », ce n'est pas vrai, c'est machin et au lieu de débattre, on en arrive juste à se jeter à la tête de vous. « Vous dites quelque chose qui n'est pas vrai. Vous mentez,



vous le faites ». Ce n'est pas comme cela, effectivement, que l'on peut travailler de manière collective. Je sais que la communication a pris une part tellement importante dans le débat public général et dans la société que tout le monde y va de son coup de com et de ses effets de manche. Mais je pense quand même que, au moins en tout cas, essayer de se dire que dans l'expression, même si l'on peut parfois mal se comprendre, il y a une part de vérité, de sincérité chez chacun d'entre nous.

Juste une chose. Monsieur le Maire, vous avez dit que c'est une convention très importante. Je voulais juste m'assurer que vous pointez du doigt que l'on parle bien d'une convention qui prévoit 9 350 € de dépenses, dont 3 300 € qui seront remboursés par la Ville à la CCI.

Excusez-moi, cela va encore vous énerver, mais je note que dans les axes qui sont dans le tableau qui est soumis, il y a l'ingénierie de la part de la CCI, de la mise en place de la commission extramunicipale, « commerce et participation » et participation à trois commissions. Il y a un besoin de mettre en place une commission extramunicipale avec les commerçants. Il y a l'appui à la Ville dans l'ingénierie de la création d'une association de commerçants. Donc, on peut se dire qu'il n'y a plus de représentation unifiée des commerçants ou même d'ailleurs différente des commerçants. Je connais des villes qui ont plusieurs associations de commerçants et je pense que, par exemple, à une association choisyenne dont le président n'a jamais épargné aucun d'entre nous, ce n'est pas la question, mais elle existait, elle avait le mérite d'exister. Encore une fois, une difficulté effectivement à faire vivre et à entretenir le dialogue et surtout à le structurer de manière pérenne.

**M. le Maire :** Bien. Puisqu'on a dit que l'on ne commentait pas les tracts, je ne vais pas le faire, mais j'ai bien des preuves à vous donner sur les contrevérités. Si vous voulez, vos tracts personnels, on les commentera ensemble, Monsieur Guillaud-Bataille, et vous m'expliquerez sur les contrevérités que vous avez écrites, où l'on va chercher où le maire y est nommé. Puisque j'ai dit qu'on ne les commenterait pas, on ne va pas le faire, mais c'était de très grosses contrevérités. On va s'arrêter là en revenant à l'ordre du jour.

Sur ce plan, on essaie de s'entourer de compétences. La Chambre de commerce a des compétences qui nous sont favorables, qui, pour une somme modique, apporte une compétence non négligeable puisque tout un commerce est à rebâtir dans cette ville. C'est difficile. Par exemple, naïvement, j'avais cru, j'avais dit que si un coiffeur voulait encore s'installer, notamment dans la rue Anatole France, la municipalité, très justement, s'y opposerait. Eh bien, j'ai appris à mes dépens que la municipalité ne peut pas s'opposer à la création d'un 12<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup> ou 20<sup>e</sup> coiffeur dans la rue, puisque la préfecture m'a répondu que c'est la libre entreprise. Nous avons décidé de procéder autrement, en protégeant le cœur de ville, de déterminer des cœurs de ville avec l'aide de la Métropole où cela sera possible d'être protégé et de pouvoir choisir les commerces qu'attendent les Choisyennes et les Choisyens et surtout une diversité.

Voilà donc vous avez tous pu voir que les poulets ont battu par au moins 20 à 0 dans les commerces, les kebabs. Malheureusement, les kebabs ont perdu le match face aux poulets. Bon, le prochain, c'est le poulet fou, après avoir eu le poulet braisé avenue Victor Hugo, mais apparemment, ils ont trop braisé les poulets, donc cela a pris feu. Il n'existe plus. Mais nous avons maintenant le « poulet fou » qui s'est installé rue Louise Michel. Je n'invente rien, cela s'appelle le « Poulet fou ». Bon, il y a eu la vache folle, maintenant il y a le poulet fou. Je ne sais pas si cela va donner envie d'en manger, mais bon, on en est là. Nous allons essayer d'y mettre un peu d'ordre. Mais juridiquement, c'est très difficile puisque nous sommes démunis, nous n'avons aucun pouvoir. Nous essayons avec la Métropole, avec l'aide de la CCI de protéger – on ne peut pas le faire sur toute la ville – des secteurs dont on voudrait que le commerce prenne un autre essor. Y a-t-il d'autres interventions ?

Madame Alirol ?

**Mme Alirol** (*hors micro*).

**M. le Maire :** cela c'est par rapport au bail, mais c'est le détenteur du bail. Enfin, c'est le propriétaire qui délivre le bail qui peut décider ou pas, de ce qu'il accorde ou pas. Par exemple, on a un restaurant qui n'a jamais été bar rue Anatole France. Il a créé un bar alors que dans le bail, il est bien signifié que c'est uniquement un restaurant et que la vente d'alcool, c'est uniquement dans le cadre de la restauration. Or, il a ouvert un bar et a fait un bar supplémentaire avec des gens dehors. Nous écrivons au propriétaire des murs qui a délivré ce bail qu'il est en infraction avec son bail. C'est comme cela, mais la Ville ne peut pas intervenir, c'est le détenteur, celui qui délivre le bail. Et c'est bien pour cela qu'il y a un objet que la personne qui loue les murs doit respecter. Mais si le propriétaire permet une autre activité, à partir du moment où elle n'est pas polluante ou pose des questions de sécurité ou qui ne touche pas les personnes, on ne peut pas s'y opposer malheureusement.

**M. Thiam :** Ensuite, je me tairai, Monsieur le Maire. C'est pour dire simplement que l'on a, avec le service commerce, on a beaucoup de propriétaires qui nous contactent désormais pour nous proposer une vue de commerce. Par exemple, la propriétaire du Franprix, – je ne devrais pas citer le dossier – nous a appelés pour nous demander si l'on n'a pas une idée de commerçant ou une idée de choix bien intéressé. Je pense que notre stratégie fonctionne, celle de discuter avec les propriétaires. Ensuite pour la plupart des choses, moi j'ai des idées : par exemple, d'établir un concours –, ce sera sur votre bureau, Monsieur le Maire – un concours permettant aux Choisyens qui ont une idée de commerce, même si elle n'est pas claire, de les accompagner et pourquoi pas leur permettre d'accéder à un local à petit tarif. On essaie de travailler, mais ce qui est clair, c'est qu'il y a la loi et le propriétaire est du domaine privé. Nous, en tant que municipalité, on ne peut pas intervenir et lui dire de faire telle ou telle activité. On essaie de travailler doucement, mais sûrement et avec la Chambre de commerce, on aura des outils qui vont nous permettre d'avancer plus vite et je ne parlerai plus pendant toute la séance.

**M. le Maire :** Nous pouvons procéder au vote. Je ne vois pas d'intervention.

Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

*Vote de la délibération n°9*

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRrane El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

*La délibération n°9 est adoptée à l'unanimité.*

## DGST

→ **Approbation de la convention de mise en superposition d'affectations du domaine public fluvial géré par VNF pour la mise en œuvre et gestion d'aménagements publics et routiers.**

**M. le Maire :** Pour le point suivant, je vais donner la parole à Monsieur Bolle pour les Voies navigables de France. Il s'agit donc toujours d'une convention de mise à disposition. C'est à vous, Monsieur Bolle.

**M. Bolle :** Merci, Monsieur le Maire, mes chers collègues, Choisyens et Choisyennes qui êtes présents. Bonsoir à tous.

Effectivement, je vous présente une délibération tout à fait technique qui est en fait une remise en forme, une conformité de nos relations avec VNF (Voies Navigables de France), propriétaire sur les barges de Chalais sur les bords de Seine tout au long de notre territoire communal, d'un certain nombre d'espaces publics. Il se trouve que, dans le cadre de travaux urbains, notamment du quartier du Port, il y a un certain nombre d'aménagements qui ont été faits sur la voirie. Il convient dans ce cadre-là de signer une convention avec VNF sur l'exploitation qui en sera faite, et particulièrement, sur la possibilité d'être dans cette superposition d'affectations entre la compétence de VNF qui est exercée sur ce domaine fluvial et la compétence de la commune qui est exercée de manière parallèle.

Donc, vraiment une délibération tout à fait technique. Nous sommes concernés et vous l'avez sur l'ensemble des documents qui vous sont annoncés, sur deux zones sur la ville, une au quartier du Port directement, c'est là où vous avez des péniches qui sont accostées et qui ont bénéficié d'un certain nombre d'aménagements pour y rester et également d'une zone tout à fait au sud de la ville, après la passerelle ferroviaire qui engendre la Seine. Donc, voilà, on est vraiment sur une délibération technique de remise en conformité dans nos bonnes relations avec VNF. Nous vous sollicitons pour autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention. Merci à vous.

**M. le Maire :** Merci Monsieur Bolle. Des interventions ? Je n'en vois pas. Il y a Monsieur... non. Il est parti ? On vote quand même ou il s'est absenté, Monsieur Guillaud-Bataille revient ? Il va revenir ? Bon, on passe au vote quand même, mais bon, cela se passe comment ? On peut voter. Bon alors... mais comme on ne connaît pas son vote.

Y a-t-il des votes contre ? Non. Abstention ? Non. Bon, je pense qu'il aurait voté pour. De toute façon, c'est technique, c'est obligatoire. OK, c'est voté à l'unanimité. Merci.

*Vote de la délibération n°10*

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

*La délibération n°10 est adoptée à l'unanimité.*

**→ Renouvellement des conventions de mise à disposition de terrains pour les jardins partagés.**

**M. le Maire** : Le point suivant concerne les jardins partagés. Je donne la parole à Monsieur Id Elouali.

**M. Id Elouali** : Merci beaucoup, chers collègues. La convention est relativement simple. Elle s'inscrit dans notre volonté d'encourager et de promouvoir l'agriculture urbaine, la végétalisation de la ville et bien sûr le lien social. C'est dans ce cadre-là que s'inscrit ce renouvellement des conventions de mise à disposition de terrains en faveur de trois associations.

Je les rappelle :

- Le Temps des Cerises qui dispose d'un terrain depuis 2018 sur une parcelle de Gondole Nord,
- La Grande Maison dans la prairie, comme son nom l'indique, est située dans le quartier de la Prairie.
- Et le tout dernier, le Lombric qui bénéficie en fait d'une parcelle mise à sa disposition sur le Parc des Gondoles.

C'est un renouvellement des conventions. Je tiens à préciser que cette expérience que j'ai eu le bonheur d'initier lors du mandat précédent, connaît un succès, parfois un peu inégal selon les associations et selon chaque histoire de chaque association, mais c'est quand même une expérience réussie et que l'on encourage. Donc, le renouvellement doit durer un an, renouvelable d'une manière tacite cinq fois pour une durée maximale de six ans. Voilà pour cette délibération.

**M. le Maire** : Merci Monsieur Id Elouali. Y a-t-il des interventions ? Non, je n'en vois pas.

Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

*Vote de la délibération n°11*

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

*La délibération n°11 est adoptée à l'unanimité.*

**→ Approbation du Programme Technique et Fonctionnel de l'équipement de proximité Quartier Sud.**

**M. le Maire :** Le point suivant maintenant, nous en avons déjà parlé. Il nous est demandé d'approuver le programme de l'équipement socioculturel dans le cadre du NPRU de renouvellement du quartier des Navigateurs. Il avait déjà été approuvé en son temps. Nous avons d'ailleurs choisi et mené au bout les débats avec choix d'architectes et autres, etc. Et la mauvaise surprise, comme je vous l'avais expliqué, c'est que pour une inscription à 12 millions d'euros, il en ressortait une somme de 20 millions d'euros, ce qui était irréalisable dans le cadre de ce renouvellement urbain et mettait en danger le projet en lui-même. Nous n'avons donc pas pu donner suite et nous avons recommencé une concertation. Cette concertation est lancée, parce que ce centre socioculturel est une pièce maîtresse importante, là-bas.

Nous vous demandons d'approuver la programmation de ce centre socioculturel auquel d'ailleurs la Région nous accorde une subvention extrêmement importante. Il va falloir accélérer là-dessus, puisque cela fait déjà la deuxième fois qu'ils renouvellent l'acceptation de cette subvention. Il ne s'agirait pas de la perdre, surtout pour les habitants du quartier.

Ce sont essentiellement les activités du centre Langevin qui seront transférées, mais pas seulement. Il y aura de grandes salles modulaires qui serviront à des expositions, des réunions et aussi toutes les activités sociales que fait actuellement Langevin, activités amplifiées et améliorées dans un confort bien sûr inégalé par rapport à aujourd'hui.

Y a-t-il des observations sur ce projet ? Je n'en vois pas. Vous en avez discuté longuement.

Y a-t-il des votes contre ? Je n'en vois pas non plus. Abstention ? C'est voté. Merci à vous.

*Vote de la délibération n°12*

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

*La délibération n°12 est adoptée à l'unanimité.*

## URBANISME

### → Mise à enquête publique du déclassement de la rue Marco POLO (ZAC des navigateurs-Cosmonautes)

**M. le Maire** : Sur le prochain point, je vais redonner la parole à Monsieur Id Elouali puisqu'il s'agit d'urbanisme et de la mise en enquête publique du déplacement de la rue Marco Polo, cela concerne toujours le renouvellement de la ZAC des Navigateurs.

**M. Id Elouali** : Merci, Monsieur le Maire. Une délibération assez technique, puisqu'il s'agit tout simplement de déclasser la rue Marco Polo qui, à ce jour, est située sur le domaine public communal. Donc, il s'agit de la déclasser pour permettre de la céder à Valophis Habitat dans le cadre de la réalisation de cette ZAC qui a pour objectif, je le rappelle, la réalisation de 485 logements neufs, la réhabilitation du patrimoine locatif existant et la réalisation d'un équipement public grâce, notamment, à l'ouverture et un désenclavement du quartier par une amélioration de la desserte. Donc, on déclasser cette rue du domaine public communal pour permettre à Valophis Habitat de réaliser ces travaux. Je rajouterais tout simplement qu'une nouvelle rue portera le nom de Marco Polo, donc Marco Polo aura toujours sa rue dans la ville.

**M. le Maire** : Merci Monsieur Ali Id Elouali. Des interventions ? Non, c'est une délibération technique.

Des votes contre, je n'en vois pas. Abstention ?

C'est voté à l'unanimité. Merci.

*Vote de la délibération n°13*

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

*La délibération n°13 est adoptée à l'unanimité.*

### → Acquisition d'un bien à destination d'équipement public par la Ville de Choisy-le-Roi auprès de la société EXPANSIEL PROMOTION dans le cadre d'un contrat de Vente en État Futur d'Achèvement (VEFA)

**M. le Maire** : La parole est toujours à Monsieur Ali Id Elouali.

**M. Id Elouali** : L'acquisition d'un bien à destination d'équipement public par la Ville de Choisy-le-Roi auprès de la société EXPANSIEL PROMOTION. Nous sommes toujours dans les quartiers sud, pas très loin des Navigateurs. De quoi s'agit-il ?

La société EXPANSIEL PROMOTION construit donc un bâtiment dans la ZAC Bryan Pelloutier, lequel bâtiment est constitué de deux volumes et la Ville se porte acquéreur sur le volume numéro deux un local au rez-de-chaussée, qui sera destiné à un équipement public, lequel équipement public portera autour de la petite enfance, puisque ce ... pardon, pardon... cet équipement public comprendra un relais petite enfance, un RAM, un établissement d'accueil pour le jeune enfant et un multiaccueil à temps régulé, occasionnel et d'urgence et de type une crèche d'une capacité de 60 berceaux. Donc, l'acquisition se fait sous forme VEFA, entendez vente en état futur d'achèvement. Pardon pour, exactement c'est brut de béton. Donc, on préachète la coque et charge à nous d'aménager et d'y mettre un équipement public ou des services, notamment de la petite enfance qui est un besoin assez fort sur la ville, notamment sur ce quartier qui reçoit pas mal de jeunes couples avec enfants. Voilà pour cette délibération.

**M. le Maire** : Merci. Y a-t-il des interventions sur ce point ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

*Vote de la délibération n°14*

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

*La délibération n°14 est adoptée à l'unanimité.*

**→ Projet de renouvellement urbain –Avenant n° 1 aux conventions de participation et d'association de la ZAC des Hautes Bornes – site Remis aux Faisans.**

**M. le Maire** : On reste toujours dans l'urbanisme, donc la parole est toujours à Monsieur Id Elouali. Il s'agit des conventions de participation de l'association de la ZAC des Hautes Bornes et sur le renouvellement urbain, c'est un avenant. Donc, toujours sur ce secteur.

**M. Id Elouali** : Oui Monsieur le Maire, c'est un premier avenant aux conventions de participation et d'association de la ZAC des Hautes Bornes, site "Remis aux Faisans" donc, on reste encore dans les quartiers Sud. Décidément, tout se passe au-dessus de la ville. Donc, en gros, vous le savez sans doute, l'aménageur de la ZAC des Hautes Bornes qui est la SADEV et l'Établissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre, exactement, notre territoire, porte un programme de renouvellement urbain sur ce quartier-là et plus précisément sur le site appelé "Remis aux Faisans".

Cette convention, on l'appelle de participation et d'association, puisque la convention de participation vise à déterminer les participations financières que les constructeurs autonomes doivent verser à l'aménageur, c'est-à-dire à la SADEV, tandis que la convention d'association vise, elle, à préciser les engagements de gouvernance qui permettraient à VALOPHIS Habitat

de respecter les objectifs du projet de renouvellement urbain. Donc, vu l'avancement des travaux, vu l'avancement opérationnel de ces travaux-là, un premier avenant s'impose donc qui doit porter aussi bien sur les engagements financiers que sur la convention d'association. Parlons d'engagement financier, à noter quand même que ces engagements restent indemnes, si je peux dire, en fait comme une sorte de marque blanche par rapport à cette opération, puisqu'ils restent à la même hauteur, accordés en 2021 par la Ville et l'EPT, soit respectivement 7 000 € et 310 000 € pour la Ville. Le programme de construction initialement envisagé sera très faiblement impacté. Voilà encore une fois une délibération assez technique qui porte sur ce premier avenant.

**M. le Maire** : Merci. Y a-t-il des interventions ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté. Merci à vous.

*Vote de la délibération n°15*

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRRAE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

*La délibération n°15 est adoptée à l'unanimité.*

#### → **Bilan de la concertation –modification n° 7 du Plan Local d'Urbanisme PLU**

**M. le Maire** : Il n'y aura pas de vote sur ce point. C'est une information. La parole est toujours à Monsieur Ali Id Elouali. C'est un bilan de concertation sur la modification n° 7 du PLU.

**M. Id Elouali** : Oui, Monsieur le Maire. Petit rappel. L'EPT, notre Territoire a saisi la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale pour une demande d'avis conforme. La MRAE, soit la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale, dans son avis conforme rendu le 4 mai 2023, a conclu à la nécessité de réaliser une évaluation environnementale, laquelle évaluation environnementale rendait donc obligatoire une nouvelle concertation. C'est ce à quoi l'on s'est attelé lors de cette modification et les modalités de concertation ont été les suivantes : un article explicatif qui est paru dans le bulletin municipal, une exposition dans le hall de l'Hôtel de Ville et une réunion publique qui a été proposée aux Choisyens, qui a été organisée le 13 mars 2024.

Évidemment, on peut regretter, comme le maire l'a souligné, comme notre collègue également Fabien Guillaud-Bataille, qu'il n'y ait pas eu beaucoup de demandes, mais c'est ainsi. Il est donc proposé au Conseil municipal de prendre acte, dont acte du bilan de la concertation et d'inviter donc le Conseil territorial à arrêter le bilan de la concertation et à mettre à l'enquête publique la modification 7 du Plan Local d'Urbanisme de notre Ville.

*Délibération n°16*

*Dont acte.*



Merci Monsieur Id Elouali. Les points suivants concernent l'habitat. Nous avons six délibérations et je donne. Ah pardon... excusez-moi comme c'était un "dont acte3, mais effectivement, on pouvait quand même intervenir.

**M. Guillaud-Bataille** : C'est une communication sans débat.

**M. le Maire** : Bien sûr !

**M. Guillaud-Bataille** : En l'occurrence, ce n'est pas du tout un débat puisque c'est quelque chose que nous avons déjà évoqué, d'ailleurs, lors de la soirée de présentation sur lequel j'ai ré interpellé, je crois, Monsieur Druart en commission. Il y a eu un engagement que vous aviez pris sur le fait que les propriétaires de pavillon qui se verraient – ce n'est pas le bon terme, mais il ne faut pas le dire parce que cela tend tout le monde – classés et protégés, on va dire. Dans cette liste assez importante de bâtiments remarquables, je crois que c'est comme cela qu'ils sont désignés, savoir si vous étiez toujours évidemment dans cette optique à savoir le fait de réunir demain les propriétaires qui se retrouveront sur cette liste. Surtout, Monsieur le Maire, vous le savez, on en a parlé pour apaiser des fantasmes que certains peuvent se faire sur cette liste. Je pense que c'est important de rassurer et de donner les éléments à ceux qui sont concernés.

**M. le Maire** : Tout à fait, Monsieur Guillaud-Bataille, c'est très important. Ce ne sont pas forcément des maisons haut de gamme. Par exemple, nous souhaitons protéger tous les pavillons en meulière qui sont l'âme de notre ville, je dirais l'âme de la banlieue. Moi j'ai toujours dit : la banlieue c'est les meulières et le Lilas. Il y a un parc des Lilas à côté.

Nous sommes vent debout contre cette publicité un peu stupide. Sur le fond, la rénovation, l'isolation est nécessaire et c'est très bien. Mais de la manière dont cela est présenté dans les publicités et que soi-disant on puisse la faire pour 1 € et surtout la faire par l'extérieur. Lorsque ce sont des maisons en meulière, alors là on ne fait qu'une chose, c'est faire pourrir la maison, parce que la meulière doit respirer et en plus ce n'est pas possible.

C'est comme dans Paris, ils font de l'isolation. Mais il n'est venu à l'idée de personne et tout Paris, tout le Conseil serait vent debout dans les immeubles haussmanniens de remplacer la pierre de taille et les façades par des panneaux d'isoprène. Donc, nous allons protéger notre ville, ce qui fait le charme de notre ville puisque beaucoup de personnes se promènent, c'est un peu moins maintenant, mais avant, les personnes aimaient bien se promener l'après-midi dans les rues, regarder les petites maisons, etc. J'ai vu des Américains qui étaient ébahis par nos petites maisons, eux qui ont leurs gratte-ciels, etc. Au quartier du port, les Américains admiraient nos petites maisons en meulière. Donc, nous allons les protéger et écrire. Oui effectivement, ils travaillent dessus, tout référencer et écrire aux propriétaires pour les prévenir que leur maison est protégée et c'est dans leur intérêt.

Il n'y a pas d'autres interventions là-dessus ? Puisque j'étais effectivement passé un peu rapidement, je n'en vois pas d'autres. Donc, maintenant, nous attaquons l'habitat. Je donne la parole à Monsieur Druart. Il y a différentes conventions et à faire. Monsieur Druart.

## **HABITAT**

### **→ Approbation de la charte de confidentialité – Registre National d'Immatriculation des Copropriétaires de Choisy-le-Roi avec l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre**

**M. Druart** : Avant les conventions, on va faire l'approbation de la charte de confidentialité pour accéder aux données du Registre National d'Immatriculation des Copropriétaires de Choisy-le-Roi à signer avec l'EPT GOSB.

Cela a aussi un rapport avec le charme de notre ville. Donc, la loi ALUR de mars 2014 a institué ce fameux registre comprenant l'identité, la gouvernance, les finances, le bâti des

copropriétés et, le cas échéant, les procédures administratives ou judiciaires en cours, afin de pouvoir accéder à ces informations qui permettront de connaître le niveau de fragilité des copropriétés. Nous devons approuver la charte de confidentialité à signer avec l'EPT. La bonne connaissance du parc de copropriétés permettra d'engager, et c'est aussi le plus important, des actions de communication, d'information, d'accompagnement, afin d'endiguer toute dégradation. Merci.

**M. le Maire** : Merci Monsieur Druart. Des observations ? Monsieur Guillaud-Bataille.

**M. Guillaud-Bataille** : Ce sera très court pour dire qu'effectivement je crois que c'est très important de le faire. On sait, je ne sais pas si cela fait partie du charme de la banlieue, mais cela fait partie de ses réalités qu'il y a beaucoup de copropriétés, malheureusement, qui ont été acquises par des gens, on va dire, dans des moments plus fastes pour notre économie ou dans des bâtiments neufs au moment où ils les ont achetés. On sait que le temps faisant son affaire, les revenus pouvant être un peu bloqués ou les coûts pouvant exploser, on a à faire à des copropriétés dégradées ou à des copropriétés qui ne sont plus en mesure de faire face aux appels de charges, aux besoins de faire. Évidemment, j'imagine que cette charte a pour but de permettre à la municipalité d'être vigilante sur cela et sur les situations sociales parfois terribles pour les propriétaires habitants, mais aussi parfois, on se le dit, c'est aussi une réalité de nos territoires, comment dire, qui font qu'il y a des propriétaires qui n'y habitent plus, mais qui continuaient de louer très cher sans mettre la main au pot pour assurer la salubrité pleine et entière des logements qu'ils louent.

**M. Druart** : Oui, je vais apporter un petit complément. Bien sûr, actuellement, on s'intéresse à une copropriété "la Résidence du Parc", pour ne pas la nommer. Donc, c'est un peu la première démarche de notre municipalité que l'on a, dès que l'on a tout de suite pris connaissance de certaines informations en 2020, on a fait en sorte que les choses s'améliorent pour la copropriété. Également, bien sûr, cela vient compléter la surveillance des résidences sociales. C'est un petit clin d'œil à quelqu'un du public où justement on tient à cœur à ce que les bailleurs sociaux entretiennent correctement leur patrimoine. Merci.

Merci Monsieur Doria. D'autres interventions ? Non ? Alors pour le vote ? Y a-t-il des votes contre abstention ? C'est voté. Merci. Alors toujours la parole à Monsieur Brouillard. Donc, là nous rentrons dans les conventions.

**M. le Maire** : Merci Monsieur Druart. D'autres interventions ? Non ? Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? C'est voté. Merci.

*Vote de la délibération n°17*

Ont voté pour : 38

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

*La délibération n°17 est adoptée à l'unanimité.*

→ **Approbation d'une convention bilatérale 2024-2026 définissant les règles applicables aux réservations de logements locatifs sociaux relevant de contingent de la ville de Choisy-le-Roi sur le patrimoine du bailleur RATP HABITAT.**

**M. le Maire** : Monsieur Druart a toujours la parole, nous rentrons là dans les conventions.

**M. Druart** : cela grésille, excusez-moi. Nous allons passer une autre série de conventions à établir avec les bailleurs. On avait déjà présenté, de tête, trois ou quatre conventions au Conseil municipal précédent.

Je rappelle le contexte. Dans le cadre de la loi ELAN 2018 renforçant la loi ALUR de 2014, les droits de réservation étaient gérés en stock, c'est-à-dire qu'un logement était fléché à réservataires, que ce soit la ville, l'action action logement, la préfecture, etc., etc., ce peut être le Conseil départemental, la Région ou même le bailleur en lui-même.

Au 31/12/2023, nous avons 1278 logements sur la ville, réservés à la Ville, je précise, soit à peu près 22 % des logements sociaux. Avec la réforme, les droits de réservation seront désormais gérés en flux. Nous devons donc passer, pour chaque bailleur, une convention précise triennale, précisant le flux actuel de logements remis à la ville, décliné en droit unique. C'est le terme approprié, le flux. Ce flux est calculé à partir du taux de rotation constaté dans le département et sur une durée correspondant à la garantie d'emprunt accordée par la Ville.

Ce qui donne là, je vais synthétiser pour les cinq conventions.

- Pour RATP Habitat, nous aurons un logement par an sur une durée de 37 ans environ ;
- Pour ICF Habitat, deux logements par an sur 19 ans ;
- Pour Vilogia, un logement tous les cinq ans sur 34 ans ;
- Pour Valophis Habitat, 50 logements par an sur une durée restante de seize ans ;
- Pour IDF Habitat, un logement par an sur une durée de 32 ans.

Voilà déjà un bon morceau de fait, il doit en rester trois ou quatre à passer au Conseil municipal. Merci.

**M. le Maire** : Merci Monsieur Druart. Vous l'avez compris, c'est une obligation qui nous est faite. Y a-t-il des observations ? Je n'en vois pas. Bon, on va les voter une par une.

*Vote de la délibération n°18*

Ont voté pour : 38

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRrane El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

*La délibération n°18 est adoptée à l'unanimité.*

**→ Approbation de la convention bilatérale 2024-2026 définissant les règles applicables aux réservations de logements locatifs sociaux sur le patrimoine relevant du contingent de la Ville de Choisy-le-Roi sur le patrimoine du bailleur ICF HABITAT**

**M. le Maire** : Pour la convention qui nous lie à ICF HABITAT, y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Je n'en vois pas. C'est voté à l'unanimité.

*Vote de la délibération n°19*

Ont voté pour : 38

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRrane El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

*La délibération n°19 est adoptée à l'unanimité.*

**→ Approbation de la convention bilatérale 2024-2026 définissant les règles applicables aux réservations de logements locatifs sociaux sur le patrimoine relevant du contingent de la Ville de Choisy-le-Roi sur le patrimoine du bailleur VILOGIA SA**

**M. le Maire** : Pour la convention qui nous lie à VILOGIA SA, y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Je n'en vois pas. C'est voté à l'unanimité.

*Vote de la délibération n°20*

Ont voté pour : 38

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRrane El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

*La délibération n°20 est adoptée à l'unanimité.*

**→ Approbation de la convention bilatérale 2024-2026 définissant les règles applicables aux réservations de logements locatifs sociaux sur le patrimoine relevant du contingent de la Ville de Choisy-le-Roi sur le patrimoine du bailleur VALOPHIS HABITAT**

**M. le Maire** : Pour la convention qui nous lie à VILOPHIS HABITAT, y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Je n'en vois pas. C'est voté à l'unanimité.

*Vote de la délibération n°21*

Ont voté pour : 38

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRrane El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

*La délibération n°21 est adoptée à l'unanimité.*

**→ Approbation de la convention bilatérale 2024-2026 définissant les règles applicables aux réservations de logements locatifs sociaux sur le patrimoine relevant du contingent de la Ville de Choisy-le-Roi sur le patrimoine du bailleur IDF HABITAT**

**M. le Maire** : Pour la convention qui nous lie à IDF HABITAT, y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Je n'en vois pas. C'est voté à l'unanimité.

*Vote de la délibération n°22*

Ont voté pour : 38

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRrane El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

*La délibération n°22 est adoptée à l'unanimité.*

## TRANSITION ÉCOLOGIQUE

### → Approbation de la convention partenariale avec l'association " Au fil de l'eau " pour la reconduction d'un passeur de rives en 2024.

**M. le Maire** : Pour le point suivant, je vais redonner la parole à Monsieur Bolle. Approbation de la convention avec l'association « Au fil de l'eau », comme chaque année.

**M. Bolle** : Merci, Monsieur le Maire. Effectivement, la saison 2024 du Passeur de Rives est lancée à partir de ce mois de mai jusqu'au 22 septembre de cette année, toujours les mercredi après-midi, samedi et dimanche, de 14 h à 19 h, à raison d'un départ toutes les dix minutes alternant entre le quai des Gondoles Sud et l'embarcadère situé sur la zone Haropa Port en face de la médiathèque.

Petit rappel, la saison 2023 avait vu une augmentation de 37 % de ses utilisateurs comparés à 2022 et la deuxième meilleure année depuis les 17 ans d'existence du Passeur de Rives. La première avait été celle de 2021. L'année dernière, il y a eu quelques petits soubresauts à la suite de problématiques climatiques, mais on avait quand même pu avoir 7 800, pratiquement 7 900 passagers. L'objectif de cette année, c'est de tendre vers les 10 000 et je sais qu'il y a eu certaines inquiétudes compte tenu des conditions climatiques que nous avons eues dernièrement et de l'épisode d'inondation des quais de Seine. Je vous rassure, je suis allé contrôler moi-même encore pas plus tard que lundi. Le ponton côté gondole a bien été rénové et remis en état et est tout à fait d'usage et accessible. Je vous propose, de nouveau cette année, d'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention pour l'exploitation de ce passeur de rives qui plaît de plus en plus à nos concitoyens. Merci à vous.

**M. le Maire** : Merci Monsieur Bolle. Y a-t-il des interventions ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

*Vote de la délibération n°23*

Ont voté pour : 38

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

*La délibération n°23 est adoptée à l'unanimité.*

### → Approbation de la convention pour l'éducation au développement durable auprès du public scolaire avec le programme " École Dehors " pour l'année 2024/2025

**M. le Maire** : Je vais redonner la parole à Monsieur Ali Id Elouali pour une convention pour l'éducation au développement durable.

**M. Id Elouali** : La délibération porte sur l'approbation de la Convention pour l'éducation au développement durable du public scolaire avec le programme « École Dehors » pour les

années 2024-2025. Ce n'est pas une nouveauté, mais c'est toujours un succès sans vouloir faire de slogan publicitaire. Comme vous le savez, l'expérience de l'École Dehors est née avec et pendant la période du covid. Il s'agit, pour rappel, de faire en sorte que des enfants, dans le cadre de l'apprentissage des questions en lien avec le développement durable, prennent l'environnement extérieur comme support éducatif et de faire en sorte que les enfants puissent apprendre aussi des mathématiques en comptant les feuilles, en regardant ou en faisant tout simplement de la nature un support de sensibilisation aux questions environnementales, mais aussi un support éducatif et d'apprentissage. Donc, la convention porte entre la Ville et l'Association Nature et Société. C'est donc cette délibération que je vous sou mets pour approbation. À l'unanimité, je l'espère.

**M. le Maire :** Des interventions ? Des votes contre ? Des abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

*Vote de la délibération n°24*

Ont voté pour : 38

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

*La délibération n°24 est adoptée à l'unanimité.*

## **SPORTS**

→ **Approbation de la convention de partenariat entre la Métropole du Grand Paris et la commune de Choisy-le-Roi concernant l'allocation et la diffusion de billets pour les Jeux olympiques et paralympiques.**

**M. le Maire :** Je donne la parole à Monsieur Marquès sur une délibération concernant le sport, convention avec la Métropole. Monsieur Marquès, c'est à vous.

**M. Marquès :** Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir à toutes et à tous. La cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques se déroulera le vendredi 26 juillet 2024 sur la Seine, deux jours après le crypto star. La cérémonie d'ouverture des Jeux paralympiques aura lieu le mercredi 28 août à la Concorde. Les épreuves des Jeux olympiques se dérouleront du 26 juillet au dimanche 11 août. Il y aura 28 sports olympiques et quatre sports additionnels.

Les Jeux paralympiques se tiendront du 28 août au 8 septembre. Il y aura 23 sports paralympiques. Il est possible que des Choisyennes et des Choisyens participent à ces compétitions en étant sélectionnés dans les différentes équipes nationales. Dans ce cadre, la Métropole du Grand Paris, qui regroupe 131 communes, a attribué 255 billets à notre Ville qui sont destinés à des jeunes âgés de moins de quinze ans accompagnés par un adulte en moyenne pour un groupe de huit Jeunes. Les bénéficiaires doivent être communiqués sur la plateforme dédiée pour le 30 juin. Il nous reste donc un mois. La convention détaille un

ensemble de critères et d'éléments d'organisation. C'est cette convention qu'il est proposé au Conseil municipal d'approuver. Je vous remercie.

**M. le Maire** : Merci Monsieur Marquès. Monsieur Guillaud-Bataille.

**M. Guillaud-Bataille** : Oui, cela va être très court. Il faudrait peut-être savoir si on a déjà une visibilité : sur quels types de groupes, des associations sportives, peut-être de jeunes pratiquants, parce que c'est toujours un moment évidemment important pour ces jeunes-là de pouvoir y aller. Peut-être, faire une petite alerte depuis mon autre mandat, aider ces groupes en tout cas à anticiper la question des transports et de l'accès aux sites, parce que je vous jure que cela va être une gageure. Ce n'est pas forcément que la question des opérateurs ou même de l'autorité organisatrice, mais entre les zones d'exclusion totale demandée par la préfecture pour des raisons de sécurité, les modalités d'organisation avec des afflux... on en est même à faire des tests pour voir comment on se sert, par exemple, des portiques pour gérer les entrées sur les quais de peur qu'il y ait trop de monde sur les quais. Enfin, vous voyez, cela va être quelque chose de très impressionnant.

Dans la dynamique qui va être la vôtre, qui est une dynamique de travail, j'imagine la répartition de ces places. Une fois que l'on a la place, il va falloir aller à l'endroit où se tient la compétition et il faudra être vigilants, sans parler évidemment des surcoûts possibles, comme chacun a pu l'entendre par la voix de la présidente d'Île-de-France Mobilités.

**M. Marquès** : Les établissements qui peuvent se porter candidats pour récupérer des billets, ce sont les centres de loisirs, les écoles primaires, les associations sportives ainsi que les établissements para accueillants. Dans la mesure où les places qui nous ont été attribuées permettront d'assister à des compétitions de gymnastique artistique, de tennis, de table, de natation, on peut imaginer que les clubs de la commune qui pratiquent et qui sont passionnés par ces sports généreront une dynamique pour se porter candidats. 255 billets, c'est un nombre très modeste quand on sait que le mouvement sportif choisyen regroupe plus de 8500 licenciés lors de la saison 2023-2024. Avec le nombre considérable d'enfants scolarisés et le fonctionnement de nos centres de loisirs, cela ne va pas être simple.

Après la délibération du Conseil municipal de ce soir, dès demain ou après-demain, un mail doit partir en direction des établissements concernés, des associations sportives concernées, en précisant les modalités d'attribution envisagées et les modalités d'organisation. À ce jour, la question de l'organisation des déplacements, c'est à la fois une interrogation et une inquiétude. Sur cette inquiétude, on peut vous rejoindre, mais pour le moment, je ne peux pas vous apporter une réponse plus détaillée, plus complète sur cet aspect-là.

**M. le Maire** : Pour compléter, il y a la Métropole, la Région, qui nous donnent des billets. Moi, je suis un peu inquiet aussi, parce qu'on ne nous facilite pas la tâche. Par exemple, nous avons des idées et d'autres communes aussi. Vu que tout le monde n'aura pas des billets, sur quels critères donner les billets ? Donc, nous avons imaginé des tirages au sort dans tel ou tel club, dans telle ou telle association, et l'on nous a répondu par exemple que cela, ce n'était pas possible.

Ensuite, il y a effectivement le problème d'accompagnement. On s'est dit qu'on allait donner les billets aux enfants et aux parents qui vont les accompagner, ce n'est pas possible non plus. Les parents ne veulent pas. Cela devient tellement compliqué que je sais qu'il y a plusieurs mères qui ont dit "vos billets, vous les gardez". Alors, nous, on ne souhaite pas en arriver là parce que nous attendons encore des informations. Nous avons manifesté notre intérêt et nous attendons les informations pratiques des critères de comment cela doit se passer et que nous voulons absolument appliquer pour ne pas priver notre jeunesse ou des moins jeunes de ces billets. Nous en sommes là pour l'instant, mais les choses ne sont pas simples. Effectivement, personne ne souhaite que cela se passe mal. Mais je comprends qu'il puisse y avoir des inquiétudes. Nous allons faire pour le mieux. Nous vous tiendrons au courant, parce que nous avons besoin aussi de la participation. Nous souhaitons, comment dire, que la plus



grande objectivité soit faite sur la distribution de ces billets. Bien sûr, il y aura des mécontents, puisqu'il y a ceux qui en auront et ceux qui n'en auront pas.

Surtout, là où je pense qu'il faudra insister, c'est que les gens qui auront les billets soient bien sûr d'y aller. J'ai eu une expérience lorsque j'étais entraîneur au foot où j'avais des billets pour aller voir l'équipe de France de foot. Les gens en avaient pris. Il y avait dix billets, je m'en rappellerai toujours, il y a eu deux jeunes qui ne sont pas venus, donc ils ont privé deux autres gamins qui pleuraient, parce qu'ils n'en avaient pas eu. Donc, il y a un petit rappel de dire "soyez sympa, prenez les billets, cela nous fait plaisir, mais venez". De toute façon, il y aura des contents et des mécontents. Nous allons suivre cela de très près. Oui, Béatrice.

**Mme Alirol** : J'avais posé une question à Bénédicte pour la commission justement concernant ces billets, notamment "comment va se faire le choix ? ". C'était en discussion et j'avais évoqué le fait que, peut-être dans certaines disciplines, faire bénéficier les plus jeunes sportifs en devenir.

**M. le Maire** : cela peut être un des critères, des cibles, mais il faut essayer d'en faire profiter le plus grand nombre. Bien sûr, les jeunes sportifs en devenir, on va s'adresser aux clubs sportifs, aux associations, service jeunesse, bien sûr. Pardon. Oui, après c'est le service jeunesse qui choisira. Ce ne sera pas nous ou les clubs sportifs qui choisiront.

**Mme Alirol** : En plus, par rapport aux disciplines qui sont proposées, il n'y a pas de foot. Quand on voit le nombre de licenciés en foot à Choisy-le-Roi, je pense que la gymnastique artistique et l'haltérophilie, cela peut ne pas beaucoup les brancher.

**M. le Maire** : On ne nous a pas proposé la finale du 100 mètres.

Tous les sports sont intéressants. On fera comme cela, on attend. De toute façon, eux-mêmes, je me demande s'ils ont vraiment pris des directives définitives, puisqu'on ne les a pas. On nous a juste demandé notre manifestation à intérêt, ce que nous avons fait et l'on attend les directives.

Y a-t-il d'autres interventions ? Non, c'est bon, il faut voter.

Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? C'est voté. Merci.

*Vote de la délibération n°25*

Ont voté pour : 38

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRRAINE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

*La délibération n°25 est adoptée à l'unanimité.*

## ADMINISTRATION GÉNÉRALE

### → Désignation d'un référent déontologue de l' élu local

**M. le Maire** : Le point suivant, on va enfin pouvoir désigner un référent déontologue de l' élu local. Nous en avons maintes fois parlé. Nous n' avons pas pu en trouver un qui soit exclusivement au service de notre ville, de notre commune, mais nous avons co-contracté avec le Territoire, l' OPT pour une dame. Nous vous demandons d' approuver ce choix. C' est le seul que nous ayons. Elle sera rémunérée bien sûr, à 80 € par dossier qu' elle traitera dans la plus grande objectivité. Je rappelle que cette déontologue est au service des élus, de tous les élus du Conseil municipal, afin que, si une question se posait sur la déontologie, sur la démocratie, sur la tenue de nos débats bien sûr, tout à chacun, tout à chacune d' entre vous peut saisir la déontologue qui répondra de façon objective sur les points d' interrogation qui pourraient se poser.

**M. Thiam** : Par exemple, est-ce que j' ai le droit de parler d' un tract qu' on a reçu à l' extérieur du Conseil municipal ?

**M. le Maire** : Tu poseras la question à la déontologue, mais nous nous sommes mis d' accord qu' on n' en parlerait pas. D' ailleurs, tu as dit que tu ne prendrais plus la parole jusqu' à la fin du conseil... (sourire).

**M. Thiam** : Vous pouvez m' enlever un point (sourire).

Y a-t-il des interventions sur ce point ? Non.

Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? C' est voté. Merci.

*Vote de la délibération n°26*

Ont voté pour : 38

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

*La délibération n°26 est adoptée à l' unanimité.*

### → Subvention du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance – CLSPD à l' Association Liaison Choisy Enfance Jeunesse - ALCEJ

**M. le Maire** : Le point suivant porte sur une subvention que nous voulons donner à ALCEJ sur un projet commun avec le CLSPD de notre commune pour sensibiliser les jeunes. C' est un programme qui est fait en commun avec le CLSPD de notre commune et puis l' ALCEJ. Le projet dans sa totalité revient à 4 480 €. Nous donnons une aide de 1300 €.

Y a-t-il des questions sur ce point ? Monsieur Terence Essonne Mengue.

**M. Essonne Mengue** : Je vous remercie, Monsieur le Maire. Monsieur Aoummis le disait tout à l'heure, la sémantique a toute son importance et je pense qu'ici, le terme subvention n'est pas le mot juste, parce qu'il ne s'agit pas d'une convention. À titre de rappel, il s'agit, comme vous l'avez dit tout à l'heure, d'un projet qui avait été mené communément entre l'ALCEJ siège et la Ville dans le cadre de la prévention des risques. Or, il s'est trouvé que la Ville n'ayant pas répondu à la date fixée, l'ALCEJ a avancé les frais et donc il s'agit simplement d'un remboursement de ces frais par la Ville à l'ALCEJ. Donc, ce n'est pas une subvention. Il s'agit d'un remboursement.

**M. le Maire** : Dans le délibéré, il est écrit « *autorise le versement d'une subvention de 1 300 € à l'ALCEJ* ».

**M. Essonne Mengue** : Je vous garantis qu'il ne s'agit pas d'une subvention. C'est simplement le remboursement des frais engagés par l'ALCEJ pour pouvoir mener à terme le projet.

**M. le Maire** : Mais le projet revenait bien à 4 480 €.

**M. Essonne Mengue** : Oui, oui. Tout à fait.

**M. le Maire** : La Ville donne bien 1 300 € par rapport à une subvention.

**M. Essonne Mengue** : Vous pourrez faire vérifier par les services. Il ne s'agit pas d'une subvention.

**M. le Maire** : C'est une aide ? C'est quoi alors ?

**M. Essonne Mengue** : Renseignez-vous auprès des services. Il ne s'agit pas d'une subvention. C'est un remboursement.

**M. le Maire** : Ah bon ? Si vous voulez. Exceptionnelle, si vous voulez. Oui, Madame Malika.

**M. Essonne Mengue** : À titre de rappel, il s'agit d'une délégation de service public et l'ALCEJ est à 100 % financée par le Département du Val-de-Marne. Donc, s'agissant des subventions qui arrivent, l'ALCEJ n'en bénéficie pas dans la mesure où c'est une association qui bénéficie d'un budget plein et entier qui lui permet de mener ses activités au profit des jeunes de notre ville.

**M. le Maire** : Madame Benkahla a demandé la parole.

**Mme Benkahla** : Les clubs de prévention, quels qu'ils soient, celui de Choisy-le-Roi ou d'autres peuvent effectivement bénéficier de subventions. Là, il s'agit plus précisément, comme l'a précisé Sabrina, d'une subvention *a posteriori*, mais l'aide qui est proposée là, prend la forme véritablement d'une... Attendez, s'il vous plaît, je termine juste mon propos. L'aide prend vraiment la forme d'une subvention. Cela a été confirmé par les services de la ville, donc j'ai eu un temps de travail avec les services et c'est dans ce sens-là. Il s'agit d'un travail qui a été mené en amont. Ce projet est effectivement porté par le club de prévention, mais c'est en partenariat, c'est-à-dire que c'est un constat qui a été fait en commun entre le service CLSPD et le club de prévention. Tous les deux ont décidé effectivement de s'associer. Certes, le projet est porté par le Club de prévention et la Ville participe à ce projet par le versement d'une subvention. Cela a été confirmé par les services.

**M. le Maire** : L'important, c'est que vous ayez cette somme parce que nous devons vous la donner.

**M. Essonne Mengue** : Oui, mais je tiens quand même à la sémantique. Il ne s'agit pas d'une subvention, je le maintiens, il s'agit plutôt d'un remboursement. Vous l'aurez compris, j'ai un lien particulier avec cette association, par conséquent je ne prendrai pas part au vote.

**Intervenant** : Franchement, sans rentrer dans le détail de la sémantique, je pense qu'il n'y a pas 36 000 formes d'aides qu'une collectivité pourra apporter. Je vais juste terminer... C'est une forme de subvention à destination de rembourser l'avance que vous avez faite. Mais cela reste une subvention et que l'utilisation finale ou que la destination soit autre chose, cela on est d'accord, mais je ne vois pas comment une collectivité pourrait désigner, je dirais une somme d'argent qu'elle verse à une association. C'est une subvention qui aurait, on peut peut-être l'explicitier, vocation ou à destination aux finalités de rembourser les avances qui ont été faites par l'association. Comme cela, c'est clair.

**M. le Maire** : Oui, on a tous compris. Juridiquement, on ne peut employer que ce terme de la part d'une commune vis-à-vis d'une association. Bon, je pense que l'important c'est que l'on soit tous d'accord pour la verser. On a compris vos explications.

**Mme Benkahla** : On ne va peut-être pas oublier l'essentiel de ce projet. Il s'agit quand même d'une action extrêmement importante, une action de prévention qu'il faut normaliser, en tout cas rendre plus souples les relations police-jeunes. C'est cela l'objet de la délibération aussi, et c'est important de le dire et de ne pas se perdre sur uniquement des mots. Là, il s'agit, comme cela a été dit, d'une subvention. La municipalité n'est pas obligée de financer, parce que le remboursement, cela voudrait dire qu'elle était redevable de quelque chose. Non, il y a un projet qui a été initialement pensé et donc le mode de versement se fait par le biais d'une subvention. Voilà, cela a été confirmé aussi par les services.

Cela dit, il s'agit d'une action extrêmement importante. Elle fait écho aussi avec les dernières émeutes qu'il y a eu l'année dernière. Et là, il faut effectivement favoriser – je crois que c'est cela qu'il faut retenir aujourd'hui – les liens entre la jeunesse et la police. C'était un des axes de ce projet.

**M. le Maire** : Voilà, c'est ce qui est très important, effectivement.

On peut procéder au vote. Y a-t-il des votes contre ? Je n'en vois pas. Ah oui, c'est vrai, puisque vous êtes le président. Oui, Monsieur Balias :

**M. Balias** : Je me déporte également. Je suis le trésorier adjoint de l'association.

De ce fait, on ne va pas rentrer dans la sémantique de la finance. Est-ce que c'est une subvention ou pas ? Il y a effectivement une convention et ce sont des remboursements de frais de la ville. On ne va pas prolonger le débat, mais sur l'action, Madame Benkahla, je suis tout à fait d'accord avec vous. Il n'y a pas de sujet là-dessus, ni de polémiques et de points de divergence. Même pas une once sur ce point-là. Ensuite, sur le détail, subvention ou pas, effectivement, on pourrait reprendre le débat, mais on vous sait gré là-dessus.

**M. le Maire** : L'important c'est que le projet est très important et pour notre jeunesse.

**M. Balias** : Et que l'on soit remboursé des frais engagés à la suite d'une convention tripartite sur ce dossier.

**M. le Maire** : Et donc comme vous êtes tous les deux membres de l'association, je comprends que vous vous déportiez. Vous ne participerez pas au vote.

Y a-t-il des votes contre ? Non, des abstentions ? Non, c'est voté à l'unanimité, puisqu'il y a deux personnes qui ne prennent pas part vu leur appartenance à l'association. Merci.

*Vote de la délibération n°27*

Ont voté pour : 38

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, FOURNIAUD Martine, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 (BALIAS Thierry, Terence ESSONNE MENGUE)

*La délibération n°27 est adoptée à l'unanimité.*

→ **Compte rendu des décisions L-2122-22 du Code général des collectivités territoriales**

**M. le Maire :** Le dernier point porte sur les décisions L-212222, etc. Donc, c'est une information, mais vous pouvez, si vous avez des remarques sur ces décisions, des questions, des points, je n'en vois pas. Donc, notre Conseil se termine sur ce point.

Merci de cette excellente tenue. Merci à vous. Bonne soirée, à bientôt.

*La séance est levée à 21 h 30.*